

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
PRINCIPE DES NATIONALITÉS

ET  
L'UNITÉ NATIONALE ROUMAINE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 12 mars 1923, à 2 heures*

PAR

**Marius-Aug. LAURIAN**

Diplômé de l'Université de Clermont  
Ancien Magistrat

---

*Président : M. A. DE LAPRADELLE, professeur*

*Suffragants* { MM. PILLET, professeur  
BASDEVANT, professeur

---

PARIS

JOUVE ET Cie, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—  
1923



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
PRINCIPE DES NATIONALITÉS

ET  
L'UNITÉ NATIONALE ROUMAINE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 12 mars 1923, à 2 heures*

PAR

**Marius-Aug. LAURIAN**

Diplômé de l'Université de Clermont  
Ancien Magistrat

---

*Président : M. A. DE LAPRADELLE, professeur*  
*Suffragants* { *MM. PILLET, professeur*  
*BASDEVANT, professeur*

---

PARIS  
JOUVE ET Cie, ÉDITEURS  
15, RUE RACINE, 15

---

1923

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



*A la mémoire de mon grand-père*  
*AUGUST TREBONIU LAURIANU*



## BIBLIOGRAPHIE

- Auerbach (B.)*. — Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie. Paris, 1898.
- Baie (E.)*. — Le droit des nationalistes. Paris, 1915.
- Basilescu (N.)*. — La Roumanie dans la guerre et dans la paix, 2 vol. Paris, 1919.
- Blayoyevitch (V.)*. — Le principe des nationalités et son application dans les traités de paix de Versailles et Saint-Germain. Thèse. Paris, 1922.
- Bluntschli (J. G.)*. — Théorie générale de l'Etat. Berlin, 1870.
- Comnène (P. N.)*. — La Dobrodgea. Paris, 1919.
- Dauzat (A.)*. — Revue politique et parlementaire, 1913, t. LXXVII, p. 46. Princip. des nat.
- Djuvara (M.)*. — La guerre roumaine. Paris, 1916-1918.
- Draghicescu (D.)*. — La Bessarabie et le droit des peuples. Paris, 1919.
- Fiore (P.)*. — Nouveau droit international public, 1885.
- Le Fur (L.)*. — Races, Nationalités, Etats. Paris, 1922.
- Grasserie (R. de la)*. — Revue intern. de Sociologie, 1905, 1913, p. 417. Les princip. des nat.
- Guillemont (M.)*. — L'unité roumaine. Paris, 1919.
- Hauser (H.)*. — Le principe des nationalités. Paris, 1916.
- Iancovici (D.)*. — La paix de Bucarest (7 mai 1918). Paris, 1918.
- Jonesco (Take)*. — Souvenirs. Paris, 1919.
- Jorga (N.)*. — Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie, 2 vol. Paris, 1915.
- Histoire des Roumains et de leur civilisation. Paris, 1920.
- Johannet (R.)*. — Le principe des nationalités. Paris, 1918.
- Lapradelle (A. de)*. — Cours de droit intern. public (Doctorat), 1919-1920.
- Laurian (Aug. Treb.)*. — Historia Românilor. Bucarest, 1862 (Histoire des Roumains depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Bib. Nationale de Paris).
- Lavergne (B.)*. — Le principe des nationalités et les guerres. Paris, 1921.
- Mancini (P.)*. — Diritto internazionale. Napoli, 1873.
- Della nazionalità come fondamento del Diritto delle genti, 1854.
- Martonne (E. de)*. — Choses vues en Roumanie. Paris, 1920.
- La Roumanie. Conférence faite à la Soc. de Géographie de Lille, 1920.
- Morgan (J. de)*. — Essai sur les nationalités. Paris, 1917.
- Negulesco (D.)*. — La Roumanie et le principe des nationalités. Paris, 1919.
- Ollivier (E.)*. — L'Empire libéral, t. I : Du principe des nationalités. Paris, 1895.

- Pangrati (E.)*. — Discours à l'occasion de la réception des prof. universitaires roumains en France. Paris, 1918.
- Pillet (A.)*. — La guerre et le droit. Louvain, 1922.
- Popovici (A.)*. — La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie. Paris, 1918.
- Regnault (E.)*. — Histoire politique et sociale des principautés danubiennes. Paris, 1855.
- Renan (E.)*. — Discours et conférences : qu'est-ce qu'une nation ? Paris, 1882.
- Serbesco (S.)*. — La Roumanie et la guerre. Paris, 1919.
- Tafraï (O.)*. — La Bessarabie. Paris, 1919.
- La Roumanie transdanubienne (La Dobrodja). Paris, 1918.
- Ursu (J.)*. — Pourquoi la Roumanie a fait la guerre. Paris, 1918.
- Vidrasco (R.)*. — De la réserve du droit des minorités et du contrôle des puissances. Thèse Paris, 1921.
- Weiss (A.)*. — Droit international privé, t. I, 1907.
- Wilson (W.)*. — La guerre. La paix. Paris, 1918.
- Xenopol (H.)*. — L'histoire des Roumains de la Dacie Trajane. Paris, 1896.
- Zeballos (E. S.)*. — La nationalité, vol. I et II, 1914.

#### TEXTES DIPLOMATIQUES ET STATISTIQUES

- La Roumanie devant la Conférence de la paix. Paris, 1919.
- La Roumanie économique. Bucarest, 1921.
- Les Roumains, leur origine, leur passé, leurs sacrifices et leurs droits. Bucarest, 1919.

LE  
PRINCIPE DES NATIONALITÉS  
ET  
L'UNITÉ NATIONALE ROUMAINE

---

INTRODUCTION

Regardez-nous aux yeux, aux cheveux, aux visages;  
Nous reconnaissez-vous à la trempe du cœur?...  
Nos langues, où le bruit de nos grèves domine  
Ne vibrent-elles pas, rudes du même son...?  
Reconnaissons-nous donc, ô fils de mêmes pères!  
Le sang de nos aïeux là-haut nous avouera...

(LAMARTINE, *Recueils poétiques*.)

La consécration du *principe des nationalités* et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (1) furent l'œuvre de la paix mettant fin à la guerre de 1914-1918, et servirent de base à la reconstitution des nouveaux Etats européens. Le principe des nationalités, théorie idéaliste, transformée peu à peu en doctrine de politique internationale, qui devait présider aux agglomérations de peuples, trouve dans la nation la base de la constitution des nouveaux Etats modernes, de sorte qu'en vertu de ce *principe*, les nations purent librement disposer de leur sort, en se séparant d'un Etat oppresseur pour former des Etats autonomes ou pour se rattacher à un noyau originaire déjà constitué en Etat.

1. Ce droit plus direct et plus absolu, proclamé par le président Wilson et qui ne suppose pas de traité préexistant organisant une annexion, donne le droit à un peuple de rompre son allégeance antérieure, soit pour s'unir à un autre peuple déjà constitué en Etat, soit pour former un Etat nouveau (M. Pillet, *la Guerre et le Droit*, p. 108).

Dans les pays de l'Europe, le principe des nationalités fut compris de différentes manières, parce que chaque nation avait une conception propre de sa personnalité, qu'elle fondait tantôt sur l'histoire, tantôt sur le soin de ses intérêts. Ces confusions s'établirent d'autant plus aisément que dans la littérature des nationalités, les juristes se trouvèrent en minorité. Parmi les fondateurs de ce principe on trouve plutôt des philosophes, des sociologues, des diplomates, qui ont prétendu formuler le droit sans faire la moindre analyse juridique.

*La nationalité*, résultat de croisements séculaires des races les plus diverses, devait être, dans le développement des sociétés humaines, la base naturelle et la plus sûre de la formation des Etats. Cette force impossible à détruire réagissait sans trêve, soit par des moyens pacifiques, soit par des moyens violents, pour démontrer que là où il y a une *nationalité*, là doit être un *Etat*. Issu de cette lutte entre les groupes humains, le principe de nationalités se développa et se répandit à travers le monde. Mais ces mouvements sont loin d'être achevés, les passions nationales continuent à agiter les peuples. En Irlande, en Haute-Silésie, en Yougoslavie et Tchéco-Slovaquie, des peuples luttent pour maintenir leur autonomie ou affirmer leurs *droits historiques*.

La guerre mondiale avait trouvé les nations dans un état supérieur de civilisation et fut une occasion pour les petits peuples opprimés, par les nations étrangères, d'affirmer leur ferme volonté de ne cesser les hostilités, qui leur étaient imposées, qu'après le triomphe de leurs aspirations nationales.

De nos jours la carte de l'Europe a été complètement transformée et on ne reconnaît plus, dans les nations modernes, les *Etats dynastiques* maintenus jadis par la force.

Parmi les peuples qui ont pris les armes dans la grande mêlée, la Roumanie fut un exemple remarquable de sacrifice pour la cause commune. Elle est entrée en guerre pour le triomphe d'une *idée de justice* et pour la réalisation de son *idéal national* : la réunion de tous ses frères longtemps

isolés par d'autres nations, dans un seul *Etat*, conformément au principe des nationalités et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans notre étude, après une esquisse générale sur le principe des nationalités, nous envisagerons, en quelques traits, la formation et le développement du peuple roumain; nous ferons ressortir les droits historiques et ethniques des Roumains sur les différentes provinces qu'ils habitent; ensuite nous montrerons quelles furent les luttes que les Roumains eurent à soutenir avec leurs oppresseurs pour conserver *la nationalité*; puis nous dirons un mot de la politique traditionnelle des Roumains et de l'intervention de la Roumanie dans la grande guerre pour délivrer ses conationaux; nous établirons les revendications roumaines devant la conférence de la paix; enfin nous mettrons en lumière le rôle de la Roumanie contemporaine dans le Proche-Orient.

## CHAPITRE PREMIER

### LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

#### § 1. — Le critérium de la nationalité et les théories

*La nation* est l'organe primitif du développement de l'humanité; c'est une réunion d'hommes obéissant à l'instinct supérieur qui les oblige à vivre en communauté.

La nation ainsi constituée n'éprouve pas encore l'amour du territoire, ni l'influence de l'idée encore plus parfaite de l'amour de la patrie; ces sentiments naissent d'évolutions postérieures.

L'idée moderne fait de la nation une réunion d'hommes habitant un même territoire, *terra patria*, terre sacrée pour les anciens, ayant une origine commune et des intérêts communs, des mœurs semblables et le plus souvent une langue identique.

*L'Etat* est la forme supérieure de l'organisation de toute collectivité vivant sur un territoire déterminé et soumis à une même autorité indépendante; il existait auparavant uniquement au point de vue matériel et économique : l'Etat et la Nation s'identifiaient. Mais à côté de l'Etat grandit peu à peu, dans les temps modernes, l'instinct national des peuples et les deux notions, Etat et Nation, se séparèrent pour réclamer une révision de la répartition territoriale des Etats sur la base nationale. Si dans cette lutte l'Etat paraissait être le plus fort, ce n'est jamais lui qui l'a emporté sur la nation.

*Le principe des nationalités* voit dans la nation un rapport d'origine établi entre un certain nombre d'individus, plutôt

qu'un groupement politique de peuples, qu'une dispersion momentanée a placé sous des souverainetés différentes, mais que la force de la *conscience nationale* et de la *solidarité des sentiments* tentent à réunir en un seul Etat, organe indispensable à l'unité synthétique de *la nation*.

Il est très difficile de déterminer les éléments constitutifs de cette « réalité vivante » qui s'appelle la nation et de préciser les liens qui unissent ses membres.

Différentes écoles voulurent analyser et fixer ce *principe* en faisant de *la race*, de *la langue*, de *la religion*, du *territoire*, de *la dynastie* et de *la volonté nationale*, les éléments constitutifs de la nation. Ces critères ont suscité de vives discussions sans qu'il ait été possible de s'entendre, car les intérêts et les passions politiques ont obscurci la question et n'ont pas permis de la formuler d'une façon définitive.

Nous examinerons, en lignes générales, ces éléments et l'interprétation qui en a été donnée par les principales écoles européennes.

*L'école allemande* fonde la nation sur les affinités physiques de la *race* ; *l'école française*, la base sur *la conscience* et *la volonté* ; *l'école italienne*, donne une grande place à la théorie des *racas*, mais la soumet au *consentement national*.

\*  
\* \* \*

*La race* (1) désigne les différents types physiques de l'humanité. Tous les peuples actuels de l'Europe sont un mélange de trois ou quatre races différentes. Ce critérium ne pourra pas délimiter exactement chaque nationalité, parce que les nationalités sont composées de races diverses et qu'elles-mêmes sont mélangées entre elles ; même anthropologiquement on n'arrive qu'à de faibles résultats.

M. Camille Jullian disait sans exagération qu'à l'époque où les Romains entre en Gaule, il n'y avait plus de races dans l'Europe occidentale, mais déjà des nations et

1. Sur la question des races, voir Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines* ; Vacher de Lapouge, *les Sélections sociales*.

comme le dit à juste titre M. Hauser « dans notre Europe au moins, la race n'est plus qu'un mythe ».

« Ce qu'il y a de plus sérieux dans la race nationale, d'après M. Johannet, c'est la conscience, erronée ou non, d'y appartenir. Quand survient le danger, il est bon pour un peuple de se sentir rivé à soi-même par les tombes et par les berceaux et ce sentiment développe avec soi de la puissance. »

La race est l'idée dominante de l'école allemande. D'après cette école la nation est caractérisée par l'unité du sang, et la race est symbolisée elle-même par la langue : l'Allemagne doit s'étendre jusqu'où résonne la langue allemande, disait Fichte.

Cette théorie ethnique (*Vollkulturstaat*) liée à la notion de culture et de droits spéciaux de la race supérieure, est non seulement une erreur scientifique mais une régression sociale ; elle ne constitue qu'une pure spéculation idéologique, contraire à la grandeur de l'homme et à son caractère d'être moral, ayant pour but de justifier la prédominance de l'Etat allemand sur tous les autres (1). Elle a servi à l'Allemagne pour revendiquer comme terres irrédentes des portions considérables d'Etats voisins. Malgré cela les Allemands ont violé eux-mêmes leur doctrine en s'annexant des populations exclusivement danoises en 1864 (nord du Schleswig), exclusivement françaises en 1871 (l'Alsace-Lorraine) et en conquérant une partie de la Pologne. Sous cette forme la race devient ainsi la personnification la plus haute de la force et par conséquent, d'après eux, du droit ; mais, comme la race doit s'organiser en Etat, devant lui toute individualité s'efface, l'Etat étant le but suprême de toute individualité humaine.

« Une nation nouvelle suppose un développement politique, une formation d'Etat, elle peut par conséquent se produire rapidement par une organisation subite, qui cependant ne sera jamais mieux assurée que lorsqu'elle reposera sur un peuple ... sans Etat, point de nationalité » (2). Et le mot de

1. Louis le Fur, *Races, Nationalités, Etats*. Paris, 1922, p. 40 et suiv.

2. Bluntschli, *Théorie de l'Etat*, p. 72 et suiv.

Bismarck dans son discours du 3 décembre 1850. « La seule base d'un Etat c'est l'égoïsme politique » ne fut que la synthèse de toutes les théories étatistes d'avant lui. Ce fut les théories impérialistes d'Heffter de Kluber, de Bluntschli, de Bismarck qui ont constitué un type d'idéologie nettement agressif, incapable de tempérament et voué à la subversion fondée sur la nature des choses et non sur la volonté individuelle, qui ont conduit l'Allemagne à la guerre et au désastre.

\*  
\*   \*  
\*

*La langue* a réveillé un jour le principe des nationalités.

D'après M. Morgan l'âme d'une nation réside dans le langage ; c'est lui qui traduit sa manière de penser, de sentir, car l'idiome s'est moulé sur le caractère national, s'est modifié avec lui, s'est mis à chaque instant au courant des changements survenus dans l'esprit public, au service du peuple (1).

La langue est un conservateur puissant de la nationalité ; les chansons populaires, les histoires, les épopées portent ou transmettent le sentiment national. C'est grâce à la langue que les peuples balkaniques ont été préservés de la dénationalisation et particulièrement, pour les Roumains des provinces nouvellement réunies, elle fut un merveilleux instrument de conservation ethnique.

L'irrédentisme italien fut primitivement linguistique : l'unité de la langue prouve l'unité morale de la nation, la langue est le plus puissant de tous les liens qui constituent l'idée nationale (2).

Ce fut en 1851 que l'école italienne se fonda avec Pascale Mancini qui dans son discours d'ouverture à l'Université de Turin exposa, pour la première fois, le principe des nationalités : « La nation, dit-il, est une société naturelle d'hommes, fondée sur l'unité de territoire, d'origine, de

1. J. de Morgan, *Essai sur les nationalités*, p. 71.

2. P. Mancini, *Diritto internazionale*. Naples, 1873, p. 34.

mœurs, de langue conforme à la communauté de vie et de conscience sociale. »

Cette définition analyse des éléments physiques et psychologiques constitutifs des peuples, dépasse les limites de l'Italie et devient internationale. Le principe des nationalités fut la base la formation de l'unité italienne de 1860 à 1870.

Avec les disciples de Mancini, M. Carnazza-Amari, Brusa, Esperson, Fiore, Pierantoni, le principe des nationalités commence à évoluer sous une forme plus accusée : l'Etat italien est un produit spontané de la liberté de la conscience et de la libre volonté des hommes. Fiore étend la théorie des nationalités jusqu'au principe de l'humanité et Pierantoni, ancien président de l'Institut de droit international, soutient que l'Etat est l'affirmation d'un groupe social sous l'empire des lois. La première fin du Droit international, c'est la constitution des Etats nationaux, la seconde fin, c'est le développement du respect de l'humanité (1).

La communauté de langage est un puissant élément d'unification, mais elle ne constitue pas la nation, car il y a des exemples contraires : en Suisse il y a trois langues officielles et les Alsaciens-Lorrains bien que parlant l'allemand sont restés fidèles à la France, de même en Belgique il y a deux langues officielles ; le flamand et le français.

\*  
\*   \*  
\*

Dans la constitution politique des Etats, le rôle de *la religion* a été plus important dans l'antiquité et le moyen âge que dans les temps modernes, où les nationalités admettent, dans leur sein, des éléments religieux divers.

Autrefois les cultes étrangers étaient réputés ennemis et la religion fut souvent la cause de guerre entre nations ; les croisades, la guerre de Trente ans et les longues querelles entre les Hongrois et les Turcs en sont la preuve évidente.

Le protestantisme a aidé à la puissance de la Grande-Bretagne, le luthéranisme à l'idée allemande, le catholicisme à

1. M. A. de Lapradelle, *Cours de droit international public*, 1919-1920.

l'expansion et à la grandeur françaises. Mais l'idée moderne de nation s'est développée sur un tout autre plan que celui du sentiment religieux : le schisme et l'hérésie ne sont plus affaires d'Etat, et la religion est sortie presque entièrement des raisons qui tracent les limites des peuples.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes nous en fournit un exemple tout récent : les Serbes y sont en majeure partie orthodoxes, les Croates et Slovènes catholiques, et les Serbes de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine presque tous musulmans.

\* \* \*

Les nations s'attachent au *territoire* traditionnel depuis leur naissance jusqu'à leur disparition ; c'est par les tombeaux des morts et les aspirations des vivants que les peuples se sentent liés à la terre. Le territoire est un des éléments essentiels de l'Etat, l'individu passe d'un Etat à l'autre, mais la collectivité publique au contraire est inséparable du sol sur lequel elle vit.

Du jour où le peuple juif s'est livré aux préoccupations nationalistes, le souci d'un bon nombre d'entre eux a été de rechercher un asile territorial. Seulement, pour ce peuple, la religion vient renforcer la nationalité aussi que l'exclusivisme, car il forme toujours des masses distinctes des autres populations.

Tout peuple soucieux d'une saine politique économique consentira aux sacrifices les plus sanglants pour obtenir un territoire assez riche pour subvenir à ses besoins.

D'après la théorie des *frontières naturelles*, les montagnes et les rivières forment les prétendues limites du territoire, mais alors le principe des nationalités devrait fléchir devant cette théorie géographique d'après laquelle une nation serait toujours en droit d'annexer un territoire habité par une population étrangère, quand son intérêt militaire ou économique l'exige.

En 1841, Frédéric List disait : « l'Allemagne ne devra se considérer comme parfaite que quand elle pourra user de

tout le littoral des embouchures du Rhin aux frontières de la Pologne, y compris la Hollande et le Danemark. »

« Si l'Allemagne, avec son littoral, avec la Hollande, la Belgique, le Danemark et la Suisse, constituait une unité commerciale et politique, l'Allemagne pourrait garantir une longue paix à l'Europe (1). »

Les abus qui découlent de cette doctrine impérialiste du « territoire arrondi » et les paroles de Bettmann-Hollveg aux premiers jours de la guerre « qu'un territoire arrondi est un des premiers besoins des nations, que le désir d'accomplir ses besoins est légitime et que parfois même il justifie la guerre » ne sont que l'anéantissement du droit des nationalités en même temps que l'écho des paroles brutales de List.

Pendant la guerre (1914-1918), certaines puissances se sont servi de la théorie des frontières naturelles pour s'attribuer des territoires en déguisant celle-ci sous différentes formes.

\* \* \*

*La dynastie* héréditaire a joué un grand rôle dans le passé, elle représentait l'élément de stabilité et de force ; le roi personnifiait la nation, les nations étaient sous le joug des dynasties. Pour Renan il n'y avait point de nationalité sans dynastie.

C'est autour des Capétiens, qu'en France les différentes races se sont rassemblées pour former l'union. L'Italie s'unit grâce au concours de la maison de Savoie, tandis qu'en Angleterre les forces dynastiques ont incorporé l'Ecosse et l'Irlande pour former la Grande-Bretagne. L'Allemagne s'unit de force avec les Hohenzollern. Les Romanoff avaient rassemblé la Russie et depuis le xvi<sup>e</sup> siècle l'Autriche-Hongrie devait sa coalition aux Habsbourg.

Dans l'Etat démocratique moderne, l'élément dynastique n'a plus d'importance, les souverains ne se confondent plus

1. F. List, *Système national d'économie politique*, p. 288 et s. (trad. Richelot).

avec les Etats, puisque la nation elle-même est personnifiée dans l'Etat.

\*  
\*   \*  
\*

*La conscience nationale* acquise par une même histoire (1), et la *volonté nationale*, résultat d'une commune conviction, sont les éléments psychologiques, les plus actifs, du principe des nationalités et, on peut dire, les moins contestables ; c'est cette idée librement exprimée, *de vouloir vivre collectif*, selon l'expression de M. H. Hauser, qui fait le fond même d'une nation, à côté des éléments moraux : l'origine, les sacrifices, les joies et les souffrances communes. C'est tout un ensemble de culture intellectuelle, de civilisation, d'idéal moral et social qui forge les âmes humaines — ni les guerres, ni les traités ne peuvent briser ces liens puissants — la race, la langue, la religion, le territoire, la dynastie, sont des éléments plus discutables et plus difficiles à préciser, suivant qu'ils entrent ou n'entrent pas dans la conscience collective. La nationalité est un souvenir, un idéal et une histoire ; mais elle est aussi une prophétie créatrice.

La formule de l'école française, fondée par les romantiques et les historiens comme Michelet, Emile Ollivier, Renan, est logique puisqu'elle est basée sur la volonté des peuples, sur les plébiscites, et puisque le principe des nationalités se fonde et ne peut se fonder en droit que sur la souveraineté nationale (2).

C'est le mérite de la Révolution française d'avoir donné à l'idée de nation une forme libérale, empruntée à la philoso-

1. « Une même histoire, une communauté de vie prolongée, sont un des plus actifs ferments de nationalité, et par là même du patriotisme, quand elles sont conformes au désir des populations » (Louis le Fur, *op. cit.*, p. 102).

2. Voir H. Hauser, *Le principe des Nationalités. Ses origines historiques*. Paris, 1916, p. 7. « Ceci revient à dire que la nationalité est un fait de conscience collective. C'est ce qu'a exprimé Michelet lorsqu'il a comparé une nation à une personne morale », Renan lorsqu'il l'appela « un principe spirituel ». C'est la doctrine que professe aujourd'hui M. E. Boutroux ».

phie du XVIII<sup>e</sup> siècle et assez générale et humanitaire pour permettre à tous les peuples de l'adopter facilement.

§ 2. — *Le développement historique du principe  
des nationalités*

A une époque éloignée de l'histoire européenne, l'idée de patrie n'existait pas. Le moyen âge, en ses systèmes d'Etats, n'avait pas le sentiment d'unité collective ; les nombreuses guerres tendaient à fonder la puissance des dynasties plus que celle des nations ; le droit de l'individu, le droit de la classe prévalaient sur le droit de la communauté. Les principes dynastique et de conquête, négation des nationalités, se manifestaient partout ; les nations les plus hétérogènes se trouvaient réunies sous un seul sceptre, même lorsqu'elles étaient géographiquement éloignées. Le monarque dirigeait son peuple, sous la seule sanction de la justice divine, sans aucun contrôle de la nation. Ainsi l'empereur Charles V cumula sur sa tête, les couronnes d'Espagne, d'Autriche, des Pays-Bas, sans compter le Nouveau-Monde, de même la maison d'Habsbourg régna longtemps sur l'Autriche, la Hongrie, la Bohême et d'autres pays slaves. Napoléon I<sup>er</sup> établit complètement les deux idées les plus contraires à l'autonomie nationale : l'idée dynastique et celle de conquête. Cette espèce d'unité que pouvaient présenter les Etats, n'était pas celle d'un organisme vivant : le prince, la noblesse, le clergé se considéraient comme autant de puissance co-existantes au sein de ce qu'on appelle : la Nation.

Quant à l'origine du sentiment national d'un peuple, il est très difficile d'apprécier et de séparer le patriotisme du sentiment national conscient. Aug. Thierry fait remonter l'idée de la nationalité française à 888 au démembrement de l'Empire carolingien ; d'autres historiens disent que ce fut pendant la guerre de Cent Ans et surtout autour de Jeanne d'Arc, que se définit le sentiment de la nation française ; de même, d'après Macaulay, la même guerre a créé la nation-

lité allemande et anglaise et les croisades, la nationalité espagnole.

Dès les <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles, le sentiment national français apparaît dans toute sa pureté et malgré les diverses crises qu'il subit à travers l'histoire, ce sentiment subsista intègre, sans défaillance, rivé aux vicissitudes de la dynastie, penché sur l'inquiétude des révolutions ; « la nationalité fut la conscience d'une permanence autour d'un noyau originaire » (1).

Au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle des idées religieuses séparent les Etats les uns des autres. Ainsi se forme un intérêt collectif national dans lequel se fondent peu à peu les intérêts de classe.

Pendant la Révolution française le droit des nationalités acquit la faveur de l'opinion publique et devient un des facteurs les plus importants de la politique européenne.

Le droit des nationalités était un corollaire du grand principe de la souveraineté nationale dérivant elle-même de la notion de liberté individuelle : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation », disait la déclaration des Droits de l'homme. Cette souveraineté appliquée aux relations entre les peuples, conduisait fatalement à la proclamation du principe des nationalités.

L'Assemblée constituante adopte ce principe quand elle décréta, le 22 mai 1790, la formule proposée par Mirabeau : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre en vue de faire des conquêtes et elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

C'est l'idée maîtresse de J.-J. Rousseau et de la philosophie française du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle que, pour avoir la paix dans le monde, il faut commencer par supprimer les tyrans. Tous les peuples doivent être également libres, intérieurement et extérieurement.

A la fin de l'Empire, le résultat de la politique de Napoléon I<sup>er</sup>, souleva contre la France les peuples en faisant appel au principe des nationalités.

1. René Johannet, *le Principe des nationalités*, 1918, p. 44.

Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, le principe des nationalités reprend la lutte contre la conception de l'Etat souverain. C'est l'époque où le principe gagne peu à peu tous les milieux intellectuels ; et pour le consacrer, la France, l'Angleterre et la Russie signent le traité de Londres, du 6 juillet 1827, qui entraînait l'émancipation de la Grèce.

La paix d'Andrinople (15 septembre 1829) apporta la liberté de la Grèce et de larges droits à la Serbie et aux principautés roumaines.

La Révolution de 1848 ouvrit l'ère où le droit des nations commence à s'affirmer ; des soulèvements nationaux eurent lieu dans les Pays-Bas, en Italie, en Autriche et en Pologne au nom du principe des nationalités, dans les deux sens à la fois ; celui de réunir en un tout les éléments épars d'un peuple, celui de séparer les unions artificielles.

Avec Napoléon III, la politique des nationalités allait entrer dans la diplomatie d'Etat. En 1859, la France, au nom du principe des nationalité envoya son secours à l'Italie pour chasser les Autrichiens et inscrivit sur son drapeau : Magenta et Solferino. A la même époque l'empereur français apporta son concours à l'unité roumaine : à la réunion de la Valachie et de la Moldavie sous le nom de Roumanie.

L'annexion de la Savoie et de Nice à la France était soumise au plébiscite.

La Hongrie obtenait son autonomie à la suite de Sadowa.

Seulement la Prusse cherchait à déformer la théorie des nationalités, l'invoquant lorsqu'elle pouvait lui servir et la foulant aux pieds lorsqu'elle se retournait contre elle.

En 1863, elle envahit le Holstein pour délivrer les Allemands, mais le Schleswing danois fut occupé à son tour et le traité de Prague qui stipulait un plébiscite, ne fut point exécuté.

Plusieurs Etats allemands étaient mutilés, en 1886, en dépit de la volonté de leurs habitants.

En août 1871, Treitschke publie, sous le titre *Was fordern wir von Frankreich?* un article où s'étale en pleine

lumière la doctrine des universitaires d'outre-Rhin, telle Grimm, Jahn, Goerres l'avaient forgée en 1815 :

« Le pays allemand que nous réclamons est nôtre par la nature et par l'histoire... Nous, Allemands, qui connaissons l'Allemagne et la France, nous savons ce qui convient aux Alsaciens mieux que ces malheureux eux-mêmes... Nous voulons, contre leur volonté, leur rendre leur être propre. »

A cette philosophie de l'inconscient, le rationalisme démocratique répond par la célèbre protestation alsacienno-lorraine du 17 février 1871 (1).

Jusqu'en 1914, la non-intervention devint de plus en plus la règle en Europe : elle permet d'éviter de dangereuses conflagnations et de limiter les conflits ; ce fut une politique de prudence.

La grande guerre amena la dissolution des Etats hétérogènes longtemps maintenus unis par la force militaire.

« Les Nations alliées ont conscience qu'elles ne combattent pas pour les intérêts égoïstes, mais avant tout pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité. Leur but consiste dans : la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro. La libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère... de la Pologne (2). »

Dans le message du 8 janvier 1918, le président Wilson a également exposé au Congrès des Etats, le programme des Alliés, formulé en quatorze articles, fondement de l'édifice de la justice internationale.

Ce programme consacra dans les neuvième, dixième et treizième points le principe des nationalités, base des nouveaux Etats européens.

Neuvième : « Une rectification des frontières italiennes devra être opérée conformément aux données clairement perceptibles du principe des nationalités.

1. H. Hauser, *op. cit.*, p. 26.

2. Réponse des Alliés à la proposition de paix du président Wilson du 2 fév. 1917.

Dizième : *Aux peuples de l'Autriche-Hongrie dont nous désirons sauvegarder et assurer la place parmi les nations, devra être accordée au plus tôt la possibilité d'un développement autonome.*

Treizième : Un Etat polonais indépendant devra être créé, qui comprendra les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer ; leur indépendance politique et économique aussi bien que leur intégralité territoriale devront être garanties par un accord international. »

Et le président Wilson continue son message en ces termes :

« En tout ce qui concerne ces redressements essentiels des torts causés et ces revendications de justice, nous nous sentons intimement solidaires de tous les gouvernements, de tous les peuples actuellement ligués contre l'impérialisme. On ne pourra dissocier nos intérêts ni diviser nos desseins. Nous resterons debout, ensemble, jusqu'à la fin. Pour aboutir aux dispositions et aux conventions susdites, nous sommes prêts à combattre ; et nous continuerons à combattre jusqu'à ce qu'elles soient réalisées. Mais nous le faisons que parce que nous désirons une paix juste et stable, la paix qu'on ne pourra garantir qu'en écartant, comme notre programme le fait, les principales choses qui incitent à la guerre (1). »

Le libre consentement des peuples fut le triomphe des sentiments nationaux ; les trois provinces roumaines, la Transylvanie, la Boucovine et la Bessarabie, ravies jadis à la mère patrie, viennent de se réunir à elle ; les Slovaques et Moraves se sont unis aux Tchèques, les Croates et Slovènes fusionnent avec les Serbes ; les trois Polognes forment une unité ; l'Alsace-Lorraine revient à la France, comme le Tyrol et le Trentin à l'Italie.

La paix consacra l'application du principe des nationalités chez certains peuples, sans pouvoir le réaliser d'une

1. Le président Wilson, *la Guerre et la Paix*. Paris, 1918, p. 83.

manière absolue, car la réalisation des aspirations nationales, même limitée à l'autonomie, ne va pas sans quelques restrictions. D'abord il y a une condition essentielle : les peuples doivent être capables de se gouverner eux-mêmes; l'Afrique et ensuite l'Amérique ont été longtemps l'objet d'une véritable tutelle pour cause d'utilité publique. Il y a encore d'autres difficultés d'ordre géographique, numérique ou économique. *Vouloir vivre collectivement* ne suffit pas, il faut encore *pouvoir vivre*, c'est le cas de tous les peuples des Balkans : c'est celui des Roumains de Macédoine et de Serbie, celui des Bulgares établis en vieille Serbie, en Macédoine serbe ou en Grèce; celui des Allemands et des Hongrois en Transylvanie, ou celui d'une colonie de Slaves, les Wendes, établis en Lusace, entre l'Elbe et l'Oder.

Le président Wilson a cru nécessaire de faire fléchir le principe des nationalités devant l'intérêt géographique : dans ses onzième et treizième points, il a obéi au sentiment général quand il a proclamé la nécessité pour la Pologne et la Serbie d'avoir de libres communications avec la mer.

L'ardent désir des Irlandais de former un Etat indépendant est certain, mais l'Irlande ne pourra pas vivre seule et elle sera, en fait, la colonie d'un Etat plus puissant, à cause des difficultés d'ordre économique (1).

Un peuple doit s'appuyer sur une individualité historique, ou sur une autonomie politique antérieure et de plus sur une certaine capacité civilisatrice pour avoir le droit à l'indépendance.

En dernière analyse, *le principe des nationalités* (2), sui-

1. Bernard Lavergne, *le Principe des nationalités et des guerres*, p. 43.

2. Voici, à titre d'exemple, quelques opinions sur *le principe des nationalités* :

*Opinion roumaine* (N. Iorga) : « Une nation, c'est en première ligne une langue, une littérature, puis des traditions, une conscience instinctive d'unité, bref, une forme morale de l'humanité.

*Opinions anglaises* (John Galsworthy) : « L'essence du principe des nationalités réside en la communauté suffisante des sentiments d'un groupe humain, en pleine conformité avec les formes légales, en sorte que ce groupe constitue naturellement une unité politique. »

(Sir Edward Grey) : « Nous voulons que les nations de l'Europe, quelles

vant l'expression de M. B. Lavergne, est « la théorie du suffrage universel transposée dans l'ordre international, qui met en jeu des forces psychiques et relève de la psychologie de l'assentiment ; la race, la langue, les traditions la littérature, en un mot les éléments moraux à côté des éléments matériels ; les intérêts géographiques et économiques, qui forgent la confraternité, séparent les souches nationales des autres souches étrangères et rendent odieux le lien qui les attachent à un peuple qui n'est pas le leur. »

C'est ainsi que dans une nation qui entre plus tard dans l'histoire, les principautés roumaines, fondées à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, le sentiment national existe dès le début. A partir de l'unité nationale, réalisée un instant sous Michel le Brave, à la fin du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, le sentiment national devint plus ardent, mais le système successoral et les difficultés venant des invasions étrangères rendit vain tout effort d'union dans un seul corps selon le désir de tous les Roumains.

Pour affranchir ses nationaux de même race et de même sentiment, la Roumanie ouvre, en 1916, les hostilités contre les puissances centrales et fait une guerre de délivrance et d'union ; le plus cher vœu de tous les Roumains. Dans les chapitres suivants, nous esquisserons l'histoire de la nation roumaine et la manière dont elle est arrivée à l'unité politique.

qu'elles soient, petites ou grandes, puissent mener une existence indépendante, établir elles-mêmes leur forme de gouvernement et travailler, en pleine liberté, à leur développement. Tel est notre idéal. »

*Opinion française* (Emile Boutroux): « L'expression et la manifestation d'une nationalité, c'est la volonté qu'ont un certain nombre d'hommes, de vivre ensemble dans le pays où ils sont nés et où leur personnalité est empreinte, de cultiver ensemble les mêmes souvenirs, et de poursuivre les mêmes fins, qui est, à la fois, l'essence et le critérium de la nationalité. La nationalité tient à la vie de l'âme humaine, et est, elle-même, une chose vivante (Voir Eug. Baie, *le Droit des nationalités*. Paris, 1915).

## CHAPITRE II

### APERÇU SUR L'HISTOIRE DE LA NATION ROUMAINE

#### § 1. — L'origine du peuple roumain

La nation roumaine forme la grande masse de la population occupant le territoire compris entre le Danube, la mer Noire, le Dniester, le cours supérieur du Pruth et la Theiss.

Cette masse d'environ 15 millions d'individus, parlant la même langue, possédant une littérature propre et une manière commune de sentir, est seulement interrompue dans les montagnes de l'Est de la Transylvanie par des enclaves de quelque étendue, qui représentent une population d'environ 450.000 âmes, Secouis (population d'origine magyare), au nord de la Bessarabie; un total d'environ 350.000 Allemands, Russes, Bulgares et Turcs à l'ouest du Banat; une population d'environ 203.000 Serbes, 165.000 Allemands et 128.000 Magyars mêlés à 87.000 Roumains dans le district de Torontal. Dans le reste du pays, les éléments étrangers forment des îlots perdus dans la masse roumaine. En revanche, les Roumains débordent de leurs territoires dans une proportion presque égale : en Ukraine, on en compte près de 500.000; sur la rive droite du Danube, en Bulgarie, plus de 200.000 et tout autant entre Morava et Timok en Serbie; de plus, en Macédoine, en Albanie et en Epire, plusieurs centaines de mille.

Vers le I<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne, les territoires compris entre le Danube, la Theiss et le Dniester étaient habités par des peuples d'origine thrace (1); les Daces et les

1. Les Roumains sont par conséquent un peuple latin doublement apparenté aux Français, car on sait que les Thraces étaient parents des Celtes.

Gètes. Ces peuples parlaient la même langue, ils avaient les mêmes coutumes et la même religion ; ils étaient déjà agriculteurs et savaient déjà exploiter les mines de leur pays.

L'empereur Trajan, conquit ce pays à la suite de trois campagnes entre les années 101 et 106. Les Romains amenés par lui, de toutes les parties de son empire, donnèrent naissance, par leur croisement avec les indigènes, au peuple roumain. Du reste, une forte influence romaine s'était exercée sur la Dacie bien avant sa conquête, préparant ainsi sa romanisation définitive. De magnifiques vestiges archéologiques en attestent encore aujourd'hui l'existence sur tout le territoire.

Cette nouvelle colonie latine fut nommée par les historiens du temps *Dacia-Félix*, ce qui prouve le haut degré de progrès et de civilisation auquel elle arriva pendant la domination romaine.

La Dacie vécut cent soixante-quatre ans, depuis 106 jusqu'en 270 après Jésus-Christ, sous la domination romaine. Elle fut organisée d'après le système romain et régi par les lois romaines.

L'invasion des Goths, puis celle des Huns, mirent fin à la domination romaine en Dacie. Vers 271 après Jésus-Christ, sous Aurélian, les armées roumaines furent obligées de se retirer au delà du Danube.

La Dacie eut ensuite à supporter l'invasion d'autres barbares qui convoitaient l'empire romain d'Orient : les Gépides, les Longobards, les Avars et les Slaves. Seuls les Slaves ont exercé une influence sur la langue roumaine, les Bulgares, de race mongole, n'eurent qu'une influence politique.

Pendant les invasions, la population roumaine se réfugia dans les montagnes des Carpathes et dans le plateau de Transylvanie. Dans cette forteresse naturelle, les Roumains purent s'isoler et conserver leur race, leur langue et leur civilisation latine.

L'arrivée des Hongrois eut lieu plus tard ; ce peuple

entra en contact avec les Roumains de Transylvanie à la fin du x<sup>e</sup> siècle.

Malgré cette invasion, les Roumains surent garder intacte leur nationalité, car ils fondèrent plusieurs duchés et principautés solidement organisés. Ainsi, au nord du Banat de Temeschvar, existait la principauté de (Manumorouth), partant des montagnes de Bihor jusqu'à la rivière du Criche. Au nord de celle-ci était le duché de Glad, dans le Banat de Temeshivar, et dans le nord de la Transylvanie, le duché de Gelu. Au cœur même de la Transylvanie, nous trouvons le duché de Kéan.

Les Hongrois occupèrent d'abord la Panonie, d'où ils essayèrent d'étendre leur domination au delà de la Thissa, — sur les principautés et les duchés roumains, qui finirent par tomber sous leur dépendance, sans perdre leur autonomie, — autonomie que la Transylvanie ne perdit complètement qu'en 1866.

## § 2. — La fondation des principautés roumaines

Pour échapper aux persécutions religieuses, en 1290, sous Radou-Negrou, une partie des Roumains de Fagarasche (Transylvanie) passèrent les Carpathes et s'établirent dans la région de Campoulung (Valachie) d'où Radou-Negrou étendit sa domination sur toute la plaine, jusqu'au Danube ; c'est ainsi que fut fondée la principauté de Valachie (1).

Vers 1348, le Voévode Bogdan de Maramuresh pour échapper à la tyrannie des Hongrois passa les Carpathes, en Moldavie, battit le Voévode Balk, fidèle au roi de Hongrie, et s'empara de toutes ses possessions, fondant, sur les ruines de l'ancien Voëvodat vassal de Hongrie, la principauté de Moldavie.

1. Les Magyars nomment les Roumains Olah, d'après le slave Vlach, d'où vient Valaque (N. Jorga, *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Paris, 1920, p. 49).

Ainsi apparurent dans l'histoire les deux principautés roumaines indépendantes. La Valachie atteignait à peu près les mêmes limites qu'aujourd'hui et s'étendait jusqu'à la mer Noire par la Dobrodja, qu'elle avait unie à elle dès cette période. La Moldavie comprenait aussi les provinces qui devaient plus tard s'appeler la Bucovine et la Bessarabie. L'histoire de la Valachie et de la Moldavie en tant qu'Etats indépendants a été jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle une série continue de luttes défensives contre les voisins hongrois, polonais, tartares et surtout contre les Turcs.

Sous le règne du prince Mircea (1386-1418) la situation devient grave. Les Turcs envahissent la Valachie, mais Mircea les met en déroute plusieurs fois. Après de nouvelles luttes et devant l'omnipotence des Turcs, Mircea est obligé de reconnaître la suzeraineté du sultan sous la condition que celui-ci lui garantira l'intégrité et l'autonomie de son pays. Ses successeurs, notamment Vlad IV, brisent cette entente et reprennent les guerres contre les Turcs.

La Moldavie, quoique plus à l'abri des coups des Turcs, ne pouvait être épargnée plus longtemps, Etienne le Grand monta sur le trône de la Moldavie en 1457 et régna quarante-sept ans qui furent en réalité des années de guerre contre les Turcs, les Tartares, les Polonais, les Hongrois et même contre les Valaques.

Convaincu de l'impossibilité de grouper contre les Turcs les princes et tous les peuples chrétiens, Etienne le Grand donna à son fils Bogdan, le conseil de s'entendre avec les Turcs.

Les Turcs respectèrent, sinon toute la lettre, du moins le sens des traités conclus par eux avec les puissances roumaines ; ils n'élevèrent point de mosquées, et ne s'immiscèrent pas dans l'administration intérieure ; en échange de ces obligations, les princes roumains s'obligèrent de faire aux Turcs des dons annuels et à payer un tribut (1.)

1. Alex. Xénopol, *Histoire des Roumains et de la Dacie Trajan*. Paris, 1896, t. I.

### § 3. — Les luttes pour l'unité nationale

L'histoire des pays roumains inscrit ses plus belles pages sous le règne de Michel le Brave (1593-1601) quand commencent les luttes des Roumains pour l'unité nationale.

En Moldavie, le prince Aron, en Valachie, Michel le Brave brisent les liens qui attachent leurs pays aux Turcs et leur déclarent la guerre : ils chassent les Turcs des ports et des forteresses qu'ils détenaient, tant en Moldavie qu'en Valachie.

Les vicissitudes de la politique avaient placé sur le trône de Transylvanie le cardinal André Batori, l'allié des Polonais et des Turcs.

Michel le Brave entreprend une attaque brusquée contre lui, il le vainc et la Transylvanie tombe intégralement en son pouvoir : le 1<sup>er</sup> novembre 1599, Michel le Brave fait son entrée triomphale à Alba-Julia, la capitale du pays.

Le 11 mai 1600, pour se venger de son rival, Jérémie Movila, Michel le Brave passe les Carpathes en Moldavie, tombe à l'improviste sur Movila, qui se réfugie en Pologne. Ainsi les trois pays roumains se trouvèrent réunis sous un seul sceptre et Michel le Brave s'intitula : « Prince de toute l'Ungro-Valachie, de la Transylvanie et de la Moldavie. »

Mais le rêve fut de courte durée, car Michel, trahi et abandonné par l'empereur d'Autriche, fut assassiné par un général de ce dernier, dans son camp de Tourda en 1601.

Cependant le nom de Michel le Brave revit toujours dans l'âme du peuple roumain, il personnifie son idéal national ; idéal que les Roumains n'abandonneront jamais, même aux plus tristes jours de leur histoire, idéal qui se retrouve en 1916 aussi vivace et aussi ardent qu'il le fut dans le cœur du légendaire héros national.

A partir de Michel le Brave, l'histoire des pays roumains commence à s'obscurcir ; avec Mathieu-Bessarab, en Valachie (1633-1654) et avec Basile Loupou en Moldavie (1634-

1653) l'influence et la culture grecques prennent possession des pays roumains. Ces deux princes dotent leurs pays des premiers codes roumains. Mais après eux et après quelques nouveaux essais d'indépendance, les Turcs finissent, vers le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle par mettre ouvertement aux enchères les trônes des deux principautés moldo-valaques en les attribuant au plus offrant. Les enchérisseurs, pour rentrer dans leurs fonds et pour se maintenir sur les trônes, dépouillent le peuple. Cette période, qui s'étend depuis 1711 jusqu'en 1821, est certainement la plus triste de l'histoire du peuple roumain (1).

Quand cependant vint la période du déclin de la Turquie, elle ne put empêcher l'Autriche, en 1775, de s'emparer de tout le nord de la Moldavie, qu'on appela depuis la Bucovine et que les Habsbourg gardèrent jusqu'à nos jours : elle ne réussit pas non plus à empêcher la Russie, en 1812, de couper en deux ce qui restait du malheureux pays moldave en s'octroyant la Bessarabie, c'est-à-dire tout le pays allant du Pruth jusqu'au Dniester.

Poursuivant la politique que Pierre le Grand lui avait léguée, les Russes virent dans les Turcs l'obstacle principal à la réalisation de leur politique ; de là vinrent toutes les guerres qu'ils entreprirent contre ceux-ci : ce fut d'abord l'accès à la mer Noire, que les Turcs dominaient, ensuite, l'accès à la mer Egée, qui hanta les Russes : la possession de Constantinople et des détroits.

Pour y arriver, il fallait d'abord chasser les Turcs du nord du Danube.

De guerre en guerre, les Russes arrivèrent enfin à imposer aux Turcs le partage de leur pouvoir sur les principautés roumaines.

#### § 4. — Le réveil de la conscience nationale

La grande époque du réveil de la conscience nationale roumaine comprend toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

1. V. Xénopol, *ibid.*, t. II, p. 181 et suiv.

En 1821 la révolution de Tudor Vladmiresco fut le signal de ce réveil qui eut pour résultat le retour aux principautés du droit d'élire elles-même leurs princes.

Grégoire Ghica, en Valachie, Jean Sandou Stourdza en Moldavie furent les premiers princes nationaux, mais après la paix d'Andrinople (1829) la Russie occupa militairement les principautés et les administra par l'entremise d'un général russe, Kisseleff.

Les Règlements Organiques furent élaborés par des commissions composées des grands boyards ; ils réservèrent le pouvoir législatif par devers eux, en excluant les bourgeois et les paysans ; ils furent également seuls éligibles au trône.

Violant le pacte social, qui liait la classe des boyards à la classe des paysans et à la terre ancestrale, les boyards exproprièrent, sans aucune indemnité, les paysans de leur antique droit de propriété sur cette terre et les assujettirent à des charges plus lourdes que par le passé (1).

La Révolution de 1848, est due en grande partie à l'influence des idées que la Révolution française avait fait rayonner sur le monde et que les Roumains avaient puisées au contact croissant et direct avec la littérature française.

L'étude de l'histoire prenait en même temps un grand essor et fit apparaître de plus en plus consciemment l'idée de l'origine romaine et l'unité nationale de tous les Roumains (2).

Les Roumains se révoltèrent d'abord contre la mainmise de la Russie sur les principautés et contre les odieux Règlements Organiques et les privilèges octroyés aux boyards.

L'intervention militaire de la Turquie, poussés par la Russie, mit fin trop tôt à ce nouveau réveil national.

1. N. Basilescu, *la Réforme agraire en Roumanie*. Paris.

2. M. Djuvara, *La Guerre roumaine*, 1916-1918, Paris.

## § 5. — L'autonomie et l'union des Principautés roumaines

Ce n'est qu'après la guerre de Crimée de 1854 et la paix de 1856 que les principautés roumaines furent définitivement appelées à une vie nationale et indépendante. C'est à cette époque aussi que les Roumains de Transylvanie s'agitèrent avec force en affirmant, au prix de leur sang, leur attachement opiniâtre à l'idée nationale roumaine. Le droit des nationalités, qui avait fait depuis peu de temps son chemin en Europe, s'affirmait ainsi avec une force croissante dans les pays roumains. Et c'est ainsi que fut faite, en 1859, au milieu de difficultés internationales incroyables, l'union de la Moldavie et de la Valachie en un seul Etat : ce fut la nouvelle Roumanie moderne.

Le 5 janvier 1859, l'assemblée législative de Moldavie élut, à l'unanimité au trône vacant, le colonel Alex. Jean Couza ; le 24 janvier, l'assemblée de la Valachie l'élut à son tour et fonda, ainsi, sur son nom, l'union des deux principautés.

Sur l'intervention de la France, les Grandes Puissances reconnurent cette double élection et le nouvel Etat commença à fonctionner.

Le 14 août 1864 le prince Couza promulgua la première loi rurale sur la réforme agraire, et grâce au concours d'un Conseil d'Etat constitué, organisa de toutes pièces le nouvel Etat, en promulguant toutes les lois organiques, administratives, financières, le Code civil, le Code de procédure civile, les lois d'instruction publique, d'organisation judiciaire, etc... Cette façon d'agir déplut à tous les hommes politiques, ils s'unirent tous pour le renverser, et le 11 février 1866, le prince Couza abdiqua sans aucune résistance pour ne pas plonger le pays dans une guerre civile.

## § 6. — La Roumanie moderne

Le nouvel Etat roumain réussit à s'assurer un équilibre stable dans le concert européen, surtout à partir de 1866, quand put être réalisé le vœu exprimé déjà depuis longtemps par les Roumains, d'avoir pour souverain un membre d'une des familles régnantes de l'Europe occidentale.

Le choix de la nation se porta, malgré la sourde opposition de Bismarck, sur Charles de Hohenzollern-Sigmaringen.

Le peuple se donna préalablement une constitution reproduite d'après la Constitution belge et une législation civile empruntée presque entière à la France.

Le prince Charles monta sur le trône d'une Roumanie qui comprenait d'un côté toute l'ancienne Valachie, moins la Dobrodja que les Turcs avaient annexée, et d'un autre côté la Moldavie, telle que la première moitié du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle l'avait léguée, c'est-à-dire amputée de la Bucovine et de la plus grande partie de la Bessarabie ; les trois districts du sud de cette province ayant été rétrocédés à la Moldavie à la suite de la guerre de Crimée par la volonté de l'Europe occidentale coalisée contre la Russie.

Une tâche difficile se présentait au nouveau souverain : il fallait assurer l'indépendance du nouvel Etat, car il se trouvait encore sous la suzeraineté de la Porte. Charles I<sup>er</sup>, tout en accordant l'attention qu'il fallait aux autres problèmes de consolidation intérieure, commença par organiser l'armée roumaine.

En 1877 la Russie déclara la guerre à la Turquie. L'armée russe fut battue par les Turcs dans les Balkans. A l'appel de la Russie, le souverain de la Roumanie fit passer le Danube à ses armées et battit les Turcs à Plevna.

En 1878, lors du Congrès de Berlin, la Roumanie gagna l'indépendance complète, suivie, peu d'années après, du titre de royaume. Le traité de Berlin octroya à la Roumanie la province de la Dobrodja, ancienne possession roumaine.

En échange des services que l'armée roumaine avait ren-

du à la Russie pendant cette guerre, le gouvernement des Tzars arracha de nouveau, sans scrupules, au royaume les trois districts du sud de la Bessarabie, restitués à la Moldavie après la guerre de Crimée.

Au point de vue des relations internationales, l'amertume des souvenirs que la Russie avait laissés, devait avoir une influence sérieuse sur la politique extérieure du royaume.

Pour se garantir d'une nouvelle agression de son ancienne alliée, la Roumanie dut se tourner vers la Triple Alliance et conclure avec l'Autriche et l'Allemagne un traité militaire purement défensif.

Les Roumains gardèrent intacte, au fond de leurs cœurs, une grande sympathie pour la France : leur adhésion à la Triple Alliance était dirigée contre la Russie seule, et cette attitude ne pouvait changer, par suite des provocations incessantes de la Russie en Bessarabie. Cependant cette alliance fut mise à une rude épreuve au cours des guerres balkaniques de 1912 et 1913, quand la Roumanie prit l'attitude que ses intérêts et sa dignité commandaient. Elle déclara la guerre à la Bulgarie et réussit par la paix de Bucarest, en 1913, à rétablir l'équilibre balkanique qui menaçait d'être compromis par les appétits des Bulgares.

La Roumanie se contenta d'exiger en sa faveur une simple rectification de la frontière méridionale et de la Dobrodja, pour remplir la lacune que le traité de Berlin avait laissée sur ce point, et assurer ainsi à la province une meilleure protection stratégique. Elle ne rencontra de difficultés que de la part de l'Autriche-Hongrie, l'alliée de la Bulgarie, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et qui voyait d'un très mauvais œil aussi bien l'agrandissement de la Serbie que l'accroissement du prestige de la Roumanie.

### CHAPITRE III

#### POLITIQUE TRADITIONNELLE DES ROUMAINS LA NÉCESSITÉ DE LEUR UNITÉ L'INTERVENTION DANS LA GRANDE GUERRE

##### § 1. — L'origine commune des aspirations nationales

Les deux versants, méridional et occidental, des Carpathes furent très intensivement colonisés par les Romains. Ceux-ci, comme nous l'avons vu, formèrent le noyau qui donna naissance au peuple roumain.

Au moyen âge le nombre des Roumains augmentant, ils gagnèrent par infiltration les plaines de la Tisa (Theiss) et du Danube et même des territoires d'au delà des Carpathes orientales. « Mais c'est toujours aux bords des montagnes, dit M. E. de Martonne, que les Roumains ont été les plus nombreux et les plus heureux. C'est de là qu'ils sont descendus pour peupler les plaines. »

Les bergers qui descendaient des sommets des montagnes dans les plaines du Danube, furent tentés de s'y établir avec leurs familles : ce lien entre les Roumains des montagnes et ceux de la plaine contribua dans la plus large mesure à l'unité d'âme et de langage.

La tradition et l'histoire nous montrent que dès la fondation des principautés, les princes de Valachie et de Moldavie, pendant les <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, fondèrent des Etats dans les zones intra et sub-carpathiques

Cette unité de langue et d'âme des temps anciens, fut reconnue par des écrivains étrangers et se fit remarquer pendant les persécutions des Magyars calvinistes. Dans cette lutte pour la défense de leur foi, les Roumains de

Transylvanie eurent le concours des boyards, des évêques et des princes des pays roumains.

Les chroniqueurs roumains du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, depuis Démètre Cantemir et surtout Miron Costin, parlent dans tous leurs écrits de l'unité du peuple roumain, affirmant que « tous les Roumains ont la même origine et forment une même nation ».

Lorsqu'en 1848, les Transylvains protestèrent contre la réunion de la Transylvanie à la Hongrie, les représentants du courant nationaliste de Moldavie, Cuza, Negri, Alexandri, se trouvèrent ensemble dans la plaine de la liberté à Blaj.

François Vaillant note en 1840 que, « les Roumains de la Dacie tendent à l'union, et que les hommes d'étude et d'inspiration n'ont d'autre but que de rendre à leurs concitoyens le souvenir d'une même origine et de leur donner l'espoir de relier entre elles, à l'aide du temps, les diverses provinces qui constituaient jadis la Dacie Trajane ».

De la même façon s'exprima Regnault qui, vers 1855, plaida pour la formation d'un grand état roumain par la réunion de la Transylvanie, du Banat, de la Bucovine, de la Bessarabie et des deux principautés en un seul Etat(1).

Les glorieux faits d'armes de l'armée roumaine en 1877 eurent une répercussion très vive en Transylvanie et la campagne de 1913 révolutionna l'âme des Transylvains et des Roumains de Bucovine.

## § 2. — L'affinité de sentiments avec la France et l'Italie

La culture française fut introduite en Roumanie dès la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle et le début du <sup>xix</sup><sup>e</sup>, par un double courant : courant grec et courant russe. Les princes phanariotes furent les premiers qui introduisirent dans le pays le goût de la langue française, car ils faisaient élever leurs

1. E. Regnault, *Histoire politique et sociale des principautés danubiennes*. Paris, 1855, p. 538.

enfants par des précepteurs français, usage qui fut bientôt imité par les boyards roumains. De plus, les Russes qui occupèrent à plusieurs reprises les principautés, étaient à cette époque, très fortement influencés par la culture française.

C'est par ces intermédiaires que la langue française devient en Roumanie une langue courante dans les milieux cultivés.

Le souffle de liberté qui porta en Europe les idées révolutionnaires françaises inspira les esprits roumains dans la lutte pour les aspirations nationales. Ainsi la génération qui créa la Roumanie moderne, imbue de l'esprit français, contribua à régénérer l'âme et l'intelligence nationales par l'apport de conceptions et de sentiments nouveaux.

Tout un cycle de poètes s'inspire de l'harmonie, de la précision, de la clarté d'une littérature supérieure : Janco Văcăresco traduit Racine et Héliade Radulesco ; Lamartine, Voltaire, Molière, tandis que G. Alexandresco imite les fables de La Fontaine et C. Negruzzi des ballades de Victor Hugo. Ce courant ne fait que s'accroître par l'apport des jeunes gens qui faisaient des études dans les universités françaises, de sorte qu'une ère de civilisation nouvelle s'ouvre à la place de l'ancienne et accuse un caractère français.

Le nouvel Etat roumain de 1859 adopta toutes les institutions et lois françaises (Code Napoléon), et dans les grandes crises, où l'on connaît mieux les sentiments des peuples, le cœur des Roumains, battit, toujours pour la France. L'amour et l'admiration pour la France furent poussées jusqu'à la communauté de sentiments. « Ainsi, lorsqu'en 1871, au Palais de Versailles, le roi de Prusse eut ceint la couronne impériale, l'Allemagne se crut le tout-puissant arbitre du monde. Elle voulut fêter sa victoire dans la capitale roumaine, mais Bucarest tout entier se révolta et prouva ainsi aux Allemands qu'en Roumanie on ne pouvait fêter des victoires contre la France (1). »

1. Discours de M. E. Pangrati, professeur universitaire, à la réception des professeurs universitaires roumains en France, 1918.

L'histoire des relations entre la France et la Roumanie est trop importante pour être exposée en quelques lignes : elle a fait l'objet de tant d'ouvrages, dont les plus remarquables sont celui du Pompiliu Eliade et de M. N. Iorga. Lorsque la grande guerre éclata en 1914, les Roumains suivirent avec une fiévreuse impatience les résultats des opérations et jamais ce peuple n'aurait pu prendre part à une guerre contre la France ; ceux qui escomptaient ce fait méconnaissaient son âme.

Jusqu'au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle, le peuple roumain formait un seul corps avec les Italiens, car depuis l'Adriatique, tout le pays, le long de la rive droite du Danube et la Dacie étaient habités par le même *populus romanus*.

La langue roumaine, qui ne fut à l'origine qu'une langue italienne s'en différençia petit à petit et prit un caractère propre. Le destin sépara alors de plus en plus les deux peuples ; en adoptant la foi orthodoxe les Roumains se firent considérer comme schismatiques par leurs frères catholiques d'occident. Ce n'est qu'au bout de plusieurs siècles que les écrivains et les voyageurs italiens découvrirent leur origine commune avec les Roumains.

C'est en conseillant d'imiter l'Italie que le Roi Carol et les agents de la Triple Alliance arrivèrent à convaincre les hommes d'Etat roumains à se résigner au fait accompli de l'entrée de la Roumanie dans le système des Empires centraux, et ce fut en suivant l'exemple de l'Italie, qu'en 1914, la Roumanie prit part à la guerre à côté des alliés (1).

### § 3. — L'unité politique : le problème vital de la nation roumaine

Les Roumains, comme nous avons vu dans les chapitres précédents, représentent un total d'environ 15 millions : 7 millions 1/2 se trouvaient en Roumanie avant la guerre, 4 millions en Autriche-Hongrie, 2 millions 300.000 en Bes-

1. J. Ursu, *Pourquoi la Roumanie a fait la guerre*. Paris, 1918, p. 205 et suiv.

sarabie. Il faut encore ajouter 600.000 qui habitent en Macédoine, dans les montagnes du Pinde et d'Albanie, et 300.000 qui se trouvent dans la région du Timok en Serbie.

Depuis le commencement de l'histoire roumaine, l'unité politique de tous les Roumains dans un seul Etat s'est présentée comme un problème vital. Cette unité réalisée un moment, en 1599, par Michel le Brave, fut brisée depuis par la perte de la Dobrodja arrachée par les Turcs au xv<sup>e</sup> siècle, de la Bukovine enlevée par l'Autriche en 1775 et de la Bessarabie ravie par la Russie en 1812.

La Moldavie et la Valachie formèrent longtemps deux Etats séparés ; ce n'est qu'en 1859 à la suite de la guerre de Crimée, que les deux principautés s'unirent dans un seul Etat. La Dobrodja fut rendue à la Roumanie partie en 1878 et partie en 1913, à la suite de deux guerres heureuses.

La Russie et l'Autriche-Hongrie ont empêché les autres provinces roumaines de se réunir à la Roumanie, au mépris des aspirations de leurs populations. Le système de l'Autriche consistait à diviser les peuples pour les mieux dominer, celui de la Hongrie et de la Russie à les supprimer en les magyarisant ou en les russifiant.

Mais malgré les vicissitudes de leur sort et devant les essais de dénationalisation, les Roumains, de toutes les provinces parlant la même langue, animés des mêmes besoins et des mêmes aspirations de vivre comme nation libre, ont su garder intacte leur nationalité, leur coutume et leur costume national, tel qu'on le voit sur la colonne Trajan à Rome, vivant dans la foi du dicton populaire : « Le Roumain ne périt pas. »

La guerre mondiale a été une véritable révision générale des droits à l'existence de chaque peuple ; elle venait de démontrer que la condition de la monarchie austro-hongroise est incompatible avec le maintien de la paix au centre de l'Europe ; la question de la liberté des nationalités de cet empire s'est posée d'une manière subite et violente.

Par suite de l'union de tous les territoires roumains en un seul Etat, la Roumanie nouvelle revêt une forme circulaire

dont le centre stratégique est la Transylvanie, hinterland naturel du pays. Son accès à la mer se fait par les voies ferrées jusqu'au port de Constanza et par Muresch et la Tisza navigable, puis le Danube, jusqu'à Galatz, Braila et Sulina.

L'ancien royaume avec sa forme allongée lui donnait une frontière de 2.500 kilomètres pour une superficie de 175.000 kilomètres, et la largeur de la Muntenie ne dépassait pas 200 kilomètres; toute armée étrangère pouvait couper la Roumanie en deux parties complètement isolées; la guerre nationale a trop bien prouvé que cette situation était dangereuse pour le pays.

Au point de vue économique ces provinces se complètent. La Roumanie et une partie du Banat forment la grande plaine agricole. La Transylvanie, le Maramouresch et la Bucovine sont des pays accidentés où la production agricole est loin de suffire à la nourriture de la population. En revanche la Transylvanie étant montagneuse dans sa majeure partie, est riche en forêts, en pâturages et en mines assez importantes de fer, de charbon, d'argent et d'or; son industrie métallurgique est assez développée. Par contre, elle ne possède pas de pétrole. L'ancien royaume peut fournir les céréales, le poisson et le pétrole nécessaires à la Transylvanie, laquelle peut, à son tour, lui procurer les produits de son industrie : le fer, le bois, le bétail et les fourrages dans les années de sécheresse, tandis que la Bessarabie et la Dobrodgea ont une riche production de blé, de vin et de pêche dans les lacs et la Mer Noire.

Les principaux cours d'eau : le Danube, le Muresch, la Tisza, l'Olt, le Sireth, le Pruth, établissent une communication permettant d'écouler en même temps vers la Mer Noire les produits et de faire parvenir les marchandises d'Occident.

La séparation artificielle des différents pays roumains empêchait le rapide développement de chacun d'entre eux; par leur réunion ils se complètent économiquement et stratégiquement.

Le pays sera mieux équilibré et ne présentera plus cette

immense ligne frontière : ses fils et ses forces rassemblés, la Roumanie nouvelle pourra mettre en valeur les qualités dont la nature l'a dotée pour marcher en sûreté vers ses brillantes destinées.

#### § 4. — L'intervention de la Roumanie dans la guerre mondiale

L'Europe des derniers temps sentait gronder l'orage que l'organisation politique défectueuse de ses nationalités devait tôt ou tard faire éclater. Ce fut dans cette atmosphère que retentit le monstrueux ultimatum que la monarchie des Habsbourg adressait à la Serbie en 1914.

En ce moment la Roumanie se trouvait diplomatiquement dans une situation assez délicate; elle faisait partie de la Triple Alliance : par suite du fameux Traité d'Alliance de 1883 renouvelé en 1913, sorte de consortium purement défensif consenti, afin de pouvoir se garantir contre la Russie, qui, après 1877, voulait s'assurer de Constantinople par la domination de la péninsule balkanique.

Moralement, la Roumanie était plus que séparée de la Triplice. Les événements balkaniques avaient prouvé que les empires centraux n'entendaient pas sacrifier leurs ambitions à l'intérêt de la Roumanie, d'autant plus que la question nationale préoccupa le public roumain avec une nouvelle intensité.

La lutte des Roumains de Transylvanie contre la magyarisation était très vive et la présence du royaume de la Roumanie dans la Triplice n'avait pas réussi à arrêter les persécutions contre les Roumains de la monarchie dualiste. On inventa toutes sortes de procès de haute trahison ou de complots et on condamna ainsi en masse tous ceux qui avaient été signalés dans les luttes politiques antérieures comme Roumains nationalistes. Du jour où les pays de l'Entente posèrent la question des nationalités, la Roumanie, comme l'Italie, leur fut acquise.

L'Italie, en contact direct avec la France et l'Angleterre,

put entrer plus tôt en guerre. La Roumanie isolée et obligée de s'appuyer directement sur la Russie, avait exigé qu'on la laissât libre de choisir son heure, parce qu'elle était dans la nécessité de tenir compte de l'achèvement de sa préparation militaire ainsi que de la situation stratégique du front oriental. Elle n'était pas préparée matériellement, étant dénuée de tout le matériel technique nécessaire à une opération de grande envergure et se trouvant dans l'impossibilité absolue de le fabriquer elle-même. Les alliés devaient lui procurer l'armement et les munitions indispensables. Surprise par le brusque déclenchement du cataclysme, menacée par les Germano-Hongrois à l'ouest, avec le souvenir des humiliations qui lui étaient venues de la Russie à l'est, et sachant que la Bulgarie au sud guettait sa moindre défaillance, la Roumanie se décida à une attitude neutre d'expectative.

Cette politique d'expectative, était une attitude sage et utile aux alliés.

« La neutralité de la Roumanie, disait le général Mallerterre dans ses études et impressions de la guerre 1916, s'interposait d'autre part comme une grande masse couvrante, interdisant à la stratégie impériale toute offensive germano-bulgare combinée contre les Russes. »

Le sacrifice était déjà énorme pour la Roumanie de se résigner pour le moment aux massacres de ses frères enrôlés sous les drapeaux de leurs oppresseurs.

C'est ainsi que commença une période de deux ans (1914-1916), époque moralement la plus agitée de l'histoire moderne de la Roumanie; de fortes pressions cherchaient à changer sa décision et à la faire marcher aux côtés des empires centraux (1).

Le roi Carol 1<sup>er</sup>, fidèle à la triple alliance, politique constamment pratiquée par lui depuis 1878, était mort peu de temps après la déclaration de la guerre européenne. Ferdinand I<sup>er</sup> lui succéda au trône et fit siennes toutes les aspirations historiques de son peuple.

1. Le Livre rouge austro-hongrois.

Les interventionnistes se groupèrent en une « Fédération unioniste » et en une Ligue pour l'unité des Roumains, et menèrent une lutte violente afin de contraindre le gouvernement Jean Brătianu à l'action.

Ce fut l'ère des grands meetings organisés dans toutes les villes importantes, leur âme était MM. Filipescu et Take Jonesco, qui remportèrent des succès extraordinaires et firent éclater le sentiment national en 1916.

La guerre roumaine a été considérée par tout le peuple comme une guerre sainte de libération. La réalisation de l'idéal national poursuivi pendant des siècles par les générations roumaines n'a pas pu être considérée comme un but de conquête et la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, le 28 août 1916, correspondait aux vœux unanimes de la nation roumaine.

Un traité d'alliance fut signé le 17 août 1916 entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Italie et la Roumanie pour garantir de façon précise l'étendue des revendications territoriales roumaines contre l'Autriche-Hongrie (1).

Il serait long de décrire et d'énumérer les événements qui se succédèrent depuis le 14 août 1916, nous mentionnerons seulement les faits principaux.

Dans la nuit du 27 août, les Roumains franchirent les Carpathes sur un front long de plus de 600 kilomètres et pénétrèrent en Transylvanie.

Mais l'arrêt de l'offensive russe en Bukovine et l'inaction des armées alliées, mirent les troupes roumaines, avancées en Transylvanie, dans une situation critique. Toutes les réserves austro-allemandes affluèrent contre la Roumanie : les troupes roumaines, qui avaient lutté vaillamment sans se laisser entamer durent se retirer dans les montagnes et défendre les frontières du pays sur un front de 1.800 kilomètres. L'armée roumaine perdit, tant en morts qu'en blessés, plus du tiers de son effectif et il fallait défendre pas à pas les montagnes et tenir en même temps le Danube.

On envoya pour couvrir la retraite des Carpathes une par-

1. M. Djuvara, *op. cit.*, p. 88.

tie des troupes qui gardaient le Danube. C'est alors que l'armée du Sud, commandée par Mackensen, put traverser le fleuve et marcher sur Bucarest. Les troupes roumaines durent abandonner leurs positions pour n'avoir pas leur ligne de retraite coupée. Devant la capitale la lutte fut longtemps incertaine, mais accablés sous le nombre, les Roumains perdirent la bataille. Les Russes n'arrivaient pas et ne voulurent point leur venir en aide ; ce fut la première manifestation évidente de leur trahison.

Après une résistance acharnée de deux mois et demi, l'armée dut se replier sur la Moldavie, dans la partie la plus pauvre du pays.

Réorganisée par la mission française du général Berthelot, l'armée roumaine regagna sa force offensive et recommença, vers l'été de 1917, l'attaque contre les troupes du général Mackensen. De nouveau la trahison des Russes permit aux Allemands d'avancer mais la vaillance des soldats roumains, sous le commandement du général Grégoresco, arrêta l'invasion à Marasesti. Cette belle victoire d'une petite armée, mit fin à l'offensive de l'Allemagne, l'effort allemand fut complètement brisé : dix divisions allemandes, et plusieurs divisions austro-hongroises étaient décimées et incapables d'une nouvelle action.

La décomposition de l'armée russe, soutien indispensable de toute action roumaine, contraignit la Roumanie, après la paix de Brest-Litowski, à signer la paix de Bucarest, laquelle ne fut jamais ratifiée, ni par le roi Ferdinand, ni par le Parlement roumain.

Pendant l'occupation allemande le pays dévasté systématiquement, soit par les armées ennemies, soit par l'Etat-Major économique allemand. — Voici à titre d'exemple, le résumé de quelques clauses du traité de paix de Bucarest, imposés par les Allemands à la Roumanie :

1° Annexion de la sixième partie du territoire roumain.

2° L'accès de la Roumanie à la mer est supprimé. Le Danube est transformé en fleuve germano-austro-hongrois.

3° La Roumanie perd ses montagnes et la Dobrogea.

4° L'armée roumaine est réduite à un quart de son effectif de paix, son armement est mis sous la surveillance allemande.

5° L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie monopolisent les pétroles roumains. La Roumanie ne disposera plus d'aucun combustible, ni de bois de construction.

6° L'industrie roumaine est détruite, tant par le démontage et l'exportation des machines que par les mesures inscrites au traité.

7° Les Allemands monopolisent les céréales et les autres produits agricoles roumains, pendant neuf ans, en fixant des prix qui sont une ruine pour les agriculteurs. Le gouvernement roumain paiera ces produits au compte des contributions de guerre ; le surplus sera restitué par l'Allemagne de la manière qui lui conviendra. Les consommateurs roumains paieront plus cher leurs aliments et les ouvriers seront soumis au travail forcé et à des salaires minimes, afin que l'agriculture puisse produire sans perte pour l'exportation. La population sera rationnée, sous la surveillance d'une commission allemande.

L'outillage des pêcheries de la Dobrodja est également enlevé.

8° Les Allemands monopolisent l'importation roumaine par le fait de l'impossibilité qu'ils imposent à la Roumanie d'envoyer ses produits en échange de ceux qu'elle voudrait importer d'un autre pays.

D'autre part, monopolisant par une commission financière les crédits roumains sur l'étranger et dirigeant l'économie nationale roumaine par leur commission économique, toute transaction ne pourra se faire que sur l'intervention de l'Allemagne.

Les Allemands auront le contrôle des opérations de la Banque Nationale de Roumanie, de la Caisse centrale des Banques et des coopératives populaires.

9° Le territoire de la Valachie reste sous le régime de l'occupation allemande un temps indéterminé, pendant

lequel le régime des ordonnances Mackensen régira le pays.

Les chemins de fer roumains seront exploités par l'Administration allemande qui en encaisse les revenus. Les postes, télégraphes et téléphones, ainsi que l'administration du pays seront sous le contrôle allemand.

10° L'armée d'occupation pourra faire les réquisitions qu'elle jugera nécessaires en Valachie, et demander au gouvernement roumain de les faire pour elle en Moldavie et en Bessarabie. L'entretien de cette armée et la solde de la troupe, des officiers et des organisations allemandes seront à la charge du gouvernement roumain.

La somme nécessaire a été fixée à 300 millions annuellement, c'est-à-dire à la moitié des encaissements de l'Etat. L'Allemagne demande ensuite de porter cette somme à 600 millions de francs.

Les mines de sel de l'Etat roumain seront engagées par des contrats à longue échéance, passés par la Kommandatur allemande avec une société autrichienne pour l'exploitation en Bulgarie.

11° La Roumanie paiera des contributions, des indemnités et des dédommagements de guerre de plus de 5 milliards de francs. Une partie de ces indemnités est censée représenter les préjudices moraux causés aux sujets des puissances centrales, internés pendant la guerre : l'autre les pertes de bénéfices possibles pendant la guerre. D'autres encore sont établies pour payer les travaux stratégiques de l'armée ayant opéré contre la Roumanie, et pour les achats d'immeubles et de meubles faits par les sociétés ou les sujets allemands, au compte du gouvernement roumain.

12° Tous les jugements des tribunaux auxiliaires pendant l'occupation allemande, passés ou à venir, sont reconnus légitimes et exécutoires (1).

Tous les actes des administrateurs sont tenus pour légaux.

13° Les conventions de commerce roumaines avec l'Alle-

1. Les sociétés et les sujets allemands ou leurs alliés ont gagné 40 millions par les sentences des tribunaux militaires.

magne et ses alliés sont revisées suivant les intérêts de ces pays qui imposent à la Roumanie les tarifs qui leur conviennent, tout en restant libres eux-mêmes, quant à leurs tarifs d'importation.

Les tarifs de chemin de fer roumains pour les marchandises allemandes et austro-hongroises sont imposés par le traité. La Roumanie est forcée de tripler ses tarifs pour sa circulation intérieure, afin de compenser les déficits en résultant. Il en est de même pour la navigation roumaine.

Les navires roumains n'auront pas le droit de quitter les eaux territoriales pendant cinq ans.

14<sup>e</sup> La Roumanie adopte les ordonnances de Mackensen, relatives à l'obligation du travail. *Elle ne s'opposera pas aux engagements et à l'émigration des ouvriers que l'Allemagne pourrait demander.* Elle conclura une convention pour la colonisation allemande (1)...

Les gouvernements français et anglais ont spontanément déclaré que la paix arrachée par la force à la Roumanie, abandonnée et trahie par la Russie, n'avait aucune valeur juridique en ce qui concernait la Roumanie et ses Alliés.

Par la convention d'armistice conclue le 11 novembre 1918 par les Alliés avec l'Allemagne, les traités de Brest-Litowki et de Bucarest, ainsi que toutes conventions accessoires furent déclarés nuls et non avenue.

Dans la terrible guerre déclanchée par les Puissances centrales, le peuple roumain a fait des sacrifices et supporta stoïquement la grande défaite militaire de 1916, qui s'est produite sans qu'il y eut de sa faute, et l'indescriptible misère causée par les épidémies, la famine et l'occupation austro-allemande.

En moins de deux ans de guerre, les soldats roumains usèrent près de 46 divisions ennemies et forcèrent les Austro-Allemands à allonger leur front de plus de 350 kilomètres. Sur une population totale de 7.500.000 habitants et une armée de 800.000 hommes, le royaume perdit environ

1. M. Guillemont, *l'Unité roumaine*. Paris, 1919 et D. Iancovici, *la Paix de Bucarest*, 1918.

un million de Roumains, dont 325.000 morts sur les champs de bataille (1).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'on ait pu lire dans la presse étrangère des considérations comme celle qui suit :

« Les souffrances de la Roumanie ont dépassé infiniment toutes celles que la Belgique a eues à subir, et toute paix qui ne tiendrait pas compte de ses sacrifices est une paix que nous ne saurions concevoir. A notre sens, la tragédie roumaine est la plus sombre que nous ayons vu se dérouler au cours de la guerre » (*Birmingham Post*).

Et le *Temps* constatait « que le miracle étonnant de volonté, l'héroïque Roumanie l'a déjà fait ; quoiqu'il arrive, le monde doit l'enregistrer comme le plus émouvant et aussi le plus glorieux exemple de la vaillance et de la foi collective ».

Ni les souffrances, ni les sacrifices n'ont pu démoraliser les Roumains, ayant la certitude de leur droit, de leur idéal et de la victoire des alliés, à laquelle ils ont contribué énergiquement par tous les moyens qu'ils ont pu avoir à leur disposition.

1. J. Ursu, *op. cit.*, p. 260.

## CHAPITRE IV

### LES REVENDICATIONS ROUMAINES DROITS HISTORIQUES ET ETHNIQUES SUR LES PROVINCES ROUMAINES

Comme prix de son entrée en guerre et conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Roumanie se présente devant la conférence de Paris au nom :

1° Des populations du royaume de Roumanie tel qu'il existait en 1914 ;

2° Des Roumains, de la Transylvanie et des régions du Maramouresh et de la Crishana, du Banat de Temeshvar et de la Bukovine ;

3° Des populations de la Bessarabie.

Pour toutes ces provinces et régions, le Gouvernement roumain, demande les frontières qui assureront la liberté de leur existence administrative, politique et économique et de leur développement dans le sens de leur conscience nationale (1).

Le principe des nationalités se trouve consacré par le traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, en ce qui concerne la revendication de l'Alsace et Lorraine, du Sleswig et la Pologne.

Le traité de paix de Saint-Germain du 10 septembre 1919 applique le principe dans les questions qui touchent les revendications italiennes (art. 36-45), l'Etat serbo-croate-slovène (art. 46-52), la Tchéco-Slovaquie (art. 53-58) et la Roumanie (art. 59-61).

1. *La Roumanie devant le Congrès de la Paix. Ses revendications territoriales* (texte diplomatique).

## § 1. — La Transylvanie

I. — *Aperçu géographique et ethnographique* (1). — Entre le cours supérieur de la Theiss la ligne conventionnelle du confluent du Somesh au confluent du Muresh, le Muresh lui-même et les Carpathes se trouvent sur une étendue d'environ 85.000 kilomètres carrés, les 15 divisions administratives hongroises (comitats) de la Transylvanie proprement dite et tout ou partie de 7 comitats hongrois limitrophes (parties de Maramouresh et Ugocea au sud de la Theiss, Satmar, Salagiu, Bihor, Arad parties roumaines de Bichish et de Cenad). Cette distinction correspond à des divisions administratives faites par les Magyars depuis 1867, surtout dans l'intérêt de leur politique électorale.

La population roumaine s'étend sur toutes les parties de ce territoire. Si l'on s'en tient à la statistique hongroise seule la répartition de la population est la suivante :

|                       |           |      |          |
|-----------------------|-----------|------|----------|
| Roumains .....        | 2.505.958 | soit | 54 o/o   |
| Magyars.....          | 1.092.719 | —    | 23,6 o/o |
| Szeklers.....         | 450.000   | —    | 9,7 o/o  |
| Allemands (Saxons)... | 276.335   | —    | 5,9 o/o  |
| Juifs.....            | 187.987   | —    | 4,0 o/o  |
| Slaves .....          | 73.416    | —    | 1,6 o/o  |
| Divers.....           | 55.838    | —    | 1,2 o/o  |
| Total ... ..          | 4.642.253 |      |          |

Même d'après cette statistique les Roumains forment la majorité absolue dans l'ensemble du territoire revendiqué par la Roumanie.

Des rectifications incontestables portent le nombre des Roumains à au moins 2.900.000, soit 62,5 % et réduisent le nombre des Hongrois à 700.000 soit 15 %, non compris les Szeklers.

1. *La Roumanie devant le Congrès de la Paix*. N. Jorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie*, 2 vol. Bucarest, 1915. Aurele C. Popovici, *La question Roumaine en Transylvanie et en Hongrie*. Paris, 1918. Guillemont, *L'unité roumaine*. Paris, 1919. M. Djuvara, *La guerre roumaine*. Paris, 1919. Basilescu, *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*. Paris, 1919, 2 vol.

La population roumaine est surtout une population rurale, 95 0/0 de cette population habitant les villages 5 0/0, seulement les villes. Les Magyars ne forment pas, en général, de masse compacte. Ils sont disséminés entre les Roumains et établis surtout dans les villes, en grande partie comme population flottante, principalement de fonctionnaires. Tandis que les Roumains forment 69 % de l'ensemble de la population rurale et seulement 23 % de la population urbaine, les magyars ne forment que 13 % de la population rurale et, par contre représentent 40 % de la population des agglomérations urbaines. Les Szeklers sont une population apparentée dans ses origines aux Magyars (1). Ils constituent, dans l'angle sud-est de la Transylvanie, à la frontière du royaume, de Roumanie un groupe ethnique homogène occupant trois comitats et une partie d'un quatrième. Ce territoire assez étendu est en réalité occupé par une population en général peu dense, en raison de la nature montagneuse de la région. Les 450.000 Szeklers sont entourés par des populations exclusivement roumaines.

Les Allemands de Transylvanie sont répartis autour des villes, mêlés à des Roumains, sans arriver à constituer la majorité de la population dans aucun district.

II. — *Les droits historiques.* — La Transylvanie a été le berceau des Roumains et son histoire est presque l'histoire de tous les Roumains.

A l'appui de leurs prétentions, les Magyars invoquaient et inventaient des considérations de tout ordre : au point de vue numérique, ils falsifiaient les statistiques, au point de vue historique ils prétendaient être un peuple autochtone de Transylvanie.

En 1871, l'historien allemand Robert Roessler, publia à Leipzig les *Romänische studien* afin d'établir : que devant les invasions barbares, la population romaine de la Transylvanie, se retira en 270, avec les légions d'Aurélien au

1. Le nom de Szekely ou Szekler signifie garde-frontières. Moralement, le Szekler est plus conservateur que le Magyar, plus fidèle à ses traditions et à son costume.

sud du Danube et qu'ainsi au x<sup>e</sup> siècle, lors de leur invasion en Hongrie, les Hongrois n'avaient pas trouvé de population roumaine; qu'au xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècle, les Roumains seraient revenus dans les pays, qu'ils habitent encore aujourd'hui; et par conséquent, les Roumains ne peuvent invoquer le droit du premier occupant.

Une série de documents trouvés par nos historiens nous fournissent de précieux arguments pour réfuter cette thèse. Des documents de 1222 et 1291, prouvent que les Roumains avaient en Transylvanie une propriété immémoriale et qu'ils prenaient part à l'Assemblée politique de la Diète de Transylvanie, et un document de Bella IV (1247) parle de l'existence des deux principautés dans les Carpathes.

L'historien Rambaud écrit: « Il est impossible que, sur un signe d'Aurélien, la population roumaine eut pu se transporter tout entière, de l'autre côté du Danube, impossible aussi que tout entière, elle eut pu ensuite émigrer de cette rive droite pour réoccuper la rive gauche. » (1)

Dans les montagnes transylvaines la langue, les noms des villages et des rivières sont purement roumains, ainsi qu'ethniquement le véritable type roumain se trouve dans ces montagnes.

La première organisation de la Transylvanie indépendante fut militaire et religieuse. La totalité du territoire était partagée en principautés; ce partage fut fatal parce que à cause de lui les Roumains ne purent résister aux hordes hongroises qui les subjuguèrent facilement.

Le premier roi de Hongrie, Saint-Etienne (997-1038) fier de ce que son pays fut formé de plusieurs peuples, énonça cette maxime: *Regnum unius linguæ fragile et imbecile est*.

Les magyars, maîtres du pays fortement organisés et soutenus par les papes, commencèrent les persécutions contre les Roumains orthodoxes, qui se révoltèrent plusieurs fois.

Sous les Hongrois, l'état de la population roumaine fut

1. D. Négulesco, *La Roumanie et le principe des nationalités*. Leçon faite à l'Ecole des Hautes Etudes sociales de Paris, 1920.

déplorable : le servage institué, lui rendit impossible l'acquisition de la terre et des droits politiques.

Au xiv<sup>e</sup> siècle, Jean de Hunyadi, gouverneur militaire de Belgrade, devant le péril turc, fut le plus grand défenseur du christianisme. Après sa mort, son fils, Mathias (1458-1490) recueillit la couronne de Hongrie, réorganisa l'administration, la justice et rendit le sort des serfs roumains moins malheureux.

A la mort du roi Mathias, les Turcs se rendirent maîtres de la Hongrie et le pays fut divisé : la Transylvanie et certains comitats du Nord-Est devinrent un Etat indépendant gouverné par des princes issus de l'aristocratie hongroise.

La révolution paysanne de 1514 fut étouffée dans le sang. La noblesse roumaine, qui jusqu'ici avait résisté à la magyatisation passa en masse à la religion catholique.

Le prince moldave Pierre Raresch (1527-1546) fils d'Etienne le Grand occupa la Transylvanie ; reçu avec un grand enthousiasme par la population roumaine, il réveilla son sentiment national, mais ses conquêtes poussées vers le Nord lui firent perdre la Transylvanie.

En 1599, Michel le Brave, réunit les trois provinces roumaines sous son sceptre et plaça sa capitale à Alba Julia (Apulum) ; c'est en faisant assassiner Michel le Brave que l'Autriche détacha la Transylvanie de la Valachie et de la Moldavie.

Rentrée en possession de la Transylvanie, l'Autriche fit sentir son règne par les persécutions de toute sorte : les princes calvinistes Rakoczy voulurent imposer aux Roumains, vers 1640, leur religion. Avec l'installation en Transylvanie de la maison d'Habsbourg, la propagande calviniste fut remplacée par la propagande catholique. Le diplôme de Léopold I<sup>er</sup>, de 1691, garantissait aux Hongrois, Saxons et Széklers leur situation prépondérante en Transylvanie.

Au xviii<sup>e</sup> siècle les grands philosophes Voltaire, Diderot, d'Alembert, Rousseau, répandaient dans le monde entier les idées de liberté, d'égalité individuelle et de liberté des peuples.

Ces idées influencèrent les esprits des Roumains qui se trouvaient sous la domination hongroise et firent éclater la révolution.

Les paysans s'incorporèrent en grandes masses sous le commandement des héros roumains Horia, Closca et Crishan, pour affirmer la volonté de la nation et faire triompher ses droits imprescriptibles. Cette révolution, étouffée dans le sang, présente le plus grand intérêt pour l'histoire. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle les Transylvains encouragés par le réveil du sentiment national en Valachie et Moldavie, présentèrent une pétition à l'empereur Joseph II (*Supplex libellus Valachorum*) affirmant les droits historiques de la Roumanie sur la Transylvanie et son unité avec le reste des pays roumains ; en même temps ils demandaient l'autonomie administrative, l'égalité religieuse, l'égalité devant la loi et une assemblée nationale composée de représentants laïques et religieux du peuple roumain. Renvoyée à la Diète hongroise, par l'empereur, celle-ci la déclara fantaisie pure et ne lui donna aucune suite.

En 1839, fut fondé le journal *la Gazette de Transylvanie* et en 1840, Mureschano publia *l'Hymne national roumain* ; ce fut le cri de révolte contre les persécutions hongroises et le réveil national de tous les Roumains. Les idées libérales devaient éclater. En 1848, la révolution conduite par Kossuth, proclame l'autonomie de la Hongrie, l'émancipation des paysans, l'abolition du régime féodal et l'égalité de tous les Magyars. Mais quelle hypocrisie dans cette révolution magyare, qui admettait la liberté et l'égalité pour les Hongrois et l'asservissement pour les autres nations.

On édicta l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie on n'admit comme langue d'Etat que la langue magyare et dans les fonctions publiques que des Magyars.

C'est contre cette servitude qu'Avram Jancou se mit à la tête de la révolution de la nation roumaine. Le 3 mai 1848, quarante mille paysans transylvains entendirent, à Blaj, Barnutziu, l'évêque André Schaguna et Aug. Treb.

Laurian, proclamer le droit de vie de la nation roumaine.

La réunion décréta l'autonomie de la Transylvanie sur les bases d'une liberté égale, et sa volonté de rester fidèle à la maison d'Autriche, puisqu'à cette époque la Roumanie n'existait pas, les deux principautés roumaines étaient sous le protectorat de la Russie.

Peu de temps après Avram Jancou fut jeté en prison et c'est ainsi que l'Autriche montra sa reconnaissance à la nation roumaine qui avait lutté contre les Hongrois et juré fidélité à l'empereur sur le champ de la liberté de Blaj.

Après la grande défaite de Sadowa, l'Autriche perdit sa grande situation politique en Occident. La place était occupée par la Prusse.

En 1867, le comte Jules Andrassy forma le premier cabinet hongrois de l'époque dualiste et le 8 juin François Joseph I<sup>er</sup> fut couronné roi de Hongrie. Les deux Etats souverains, l'Autriche et la Hongrie, n'existaient comme unité que vis-à-vis de l'étranger.

La Transylvanie perd toute son autonomie et est simplement incorporée à la couronne de Saint-Etienne.

Depuis lors, les Roumains ont eu l'occasion de mieux connaître les mensonges et la brutalité magyars ; les droits les plus sacrés furent méconnus ; la langue hongroise seule reconnue dans les écoles (loi de 1868), le droit de réunion n'exista pas pour les Roumains, de même que la liberté de la presse, et il fallait les persécutions politiques en matière électorale pour étouffer, au parlement, la voix d'une nationalité qui représentait la moitié de la nation magyare.

Les Roumains de Transylvanie, pour mettre fin à la magyarisation forcée du gouvernement hongrois du comte Tiza, organisèrent un parti national roumain le 12 mars 1881 dans une grande Assemblée nationale, qui déclara la « solidarité de la nation roumaine » et protesta contre les « lois erronées et nuisibles » du gouvernement hongrois.

1. Voir sur cette question B. Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, 1898, Paris, p. 293 et suiv.

En 1892, une délégation roumaine apporta à l'empereur « un memorandum » protestant contre la politique magyare ; l'empereur François Joseph refusa de la recevoir.

Ce « memorandum » donna naissance à un procès célèbre ; ses signataires, l'élite intellectuelle roumaine, furent tous condamnés, à des peines variant d'un an à cinq ans de prison (1).

Un décret ministériel de juin 1894 interdit l'organisation du parti national roumain. A la suite de tous ces événements bien des Roumains se réfugièrent en Roumanie.

Aux élections pour la Diète hongroise en 1905, huit candidats roumains furent élus en dépit des procédés d'intimidation et de violence des autorités hongroises.

La loi Appony de 1907 inaugura la magyarisation graduée des écoles roumaines qui provoqua un mouvement général de protestation dans la population et la presse.

Après les guerres balkaniques, dont la Roumanie sortit fortifiée, le comte Tiza crut opportun d'engager les pourparlers avec les Roumains, mais ceux-ci déclarèrent rester fidèles à leur programme de 1881, c'est-à-dire à l'autonomie.

Pendant la grande guerre il y a eu 20.000 condamnations à mort ou à la prison pour intimider et étouffer les sentiments des Roumains dont les cœurs battaient à l'unisson de ceux des Roumains du royaume (2).

En nombre considérable, les officiers et les soldats roumains d'Autriche-Hongrie désertèrent, ne voulant pas se battre contre leurs propres frères, et, prisonniers des Russes, demandèrent à verser leur sang pour le drapeau de la Roumanie contre les puissances centrales. Acte merveilleux, attestation d'une conscience nationale roumaine. « L'âme de la Transylvanie se débattait et sentait que son devoir était ailleurs, dans le camp roumain » (3).

1. Mémorandum des Roumains de la Transylvanie et de la Hongrie présenté à Sa Majesté François Joseph I<sup>er</sup>. Sibiu, 1892.

2. J. Ursu, *op. cit.*, p. 136 et suiv. *les Barbaries magyares contre les intellectuels et les paysans roumains*.

3. Discours du poète transylvain O. Goga, 1917.

Le 11 novembre 1918, l'Allemagne évacuait le territoire de la Roumanie, ce qui permit de venir en aide aux Roumains qui subissaient encore la domination austro-hongroise.

La population roumaine de Transylvanie, résolue à rompre définitivement avec l'Etat magyar, se donna un gouvernement national, sous la présidence de M. Maniu. Le gouvernement une fois constitué adressa au gouvernement hongrois un ultimatum : « conformément au droit de libre disposition des peuples ainsi que dans l'intérêt de notre nation et des minorités qui cohabitent avec nous sur le même territoire, pour la défense des biens et des habitants, nous devons prendre, dès à présent, la direction complète du gouvernement des territoires habités par les Roumains en Hongrie et en Transylvanie. »

Le gouvernement national de Transylvanie demanda au gouvernement de Bucarest d'envoyer des troupes pour occuper les territoires habitués par les Roumains, en même temps qu'il convoquait, pour le 1<sup>er</sup> décembre 1918, à Alba-Julia, une Assemblée nationale qui proclama : « l'union « de tous les Roumains ainsi que l'union avec la Roumanie « de tous les territoires habités par les Roumains, et affirma « son droit imprescriptible sur le Banat et sur les territoires « compris entre le Muresh, la Titzza et le Danube. L'acte « d'union assure aux minorités les droits politiques, confessionnels et intellectuels, les plus étendus. » (Voir les annexes.).

## § 2. — Le Banat de Temeshvar

La revendication du Banat de Temeshvar a donné lieu, devant la Conférence de la Paix, à un débat entre le gouvernement roumain et le gouvernement serbe qui fut terminé par le partage de cette province. Le gouvernement roumain demandait à la conférence d'assurer la réunion au nouvel Etat roumain de toute la province comprise entre le Mouresh, la Theiss, le Danube et les Carpathes, et connue

sous le nom de Banat de Temeshvar. Cette revendication était fondée non seulement sur des raisons ethniques et historiques, mais aussi sur la nécessité d'assurer aux populations du Banat des possibilités d'existence économique et politique indépendante.

Le gouvernement serbe demandait au contraire que le Banat fut partagé avec la Roumanie, la région des plaines de l'Ouest et du Centre étant attribuée à la Serbie (les comitats de Torontal et de Timish).

Voici en quels termes la question a été présentée à la conférence par la délégation roumaine :

« Dans le Banat les Roumains vivent depuis de longs siècles (1), ils sont au nombre de 600.000 auprès de moins de 400.000 allemands, colons venus depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et d'environ 300.000 Serbes, émigrés au XV<sup>e</sup> siècle et surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle pour ne parler que des éléments ethniques les plus importants.

« L'on a imaginé de distinguer, dans le Banat, les régions où la population roumaine a la majorité absolue et celles où elle n'a qu'une majorité relative, l'on a pensé qu'il serait possible de tracer, à travers les plaines du Banat, une frontière d'Etat, de manière à ce que les Roumains de l'ouest, deviennent sujets de l'Etat serbe. Le gouvernement roumain estime que c'est là une erreur dangereuse.

« Le Banat n'est pas une expression géographique, c'est

1. Le Banat a toujours été habité en grand partie par une population roumaine. Vers l'an 1000 on trouve dans le Banat, les Roumains ayant comme chef un Ban...

Ce prince du Banat était vassal des rois de Hongrie. Cette province a été sous la domination musulmane pendant plus de deux siècles, puis affranchie par Eugène de Savoie qui l'attacha à l'Autriche. Lorsque les Turcs furent chassés du Banat, ils prirent avec eux et mirent en esclavage une grande partie de la population roumaine. Pour repeupler cette contrée, l'Autriche a amené des colonies d'Allemands et plus tard des serbes. C'est pourquoi nous voyons qu'après les Roumains, la population la plus nombreuse dans le Banat est la population allemande. En 1867, après l'établissement du dualisme austro-hongrois, les Roumains du Banat passèrent sous la domination des Magyars et ont subi les mêmes persécutions que les Roumains de Transylvanie. (V. D. N. Comsa. Le Banat).

une réalité, une véritable région géographique et aussi une véritable province politique formant un tout complet et indivisible, aujourd'hui comme de tout temps dans l'histoire. Si bien qu'il est difficile de concevoir qu'un Etat puisse demander ou accepter la possession d'une partie seulement de ce pays et plus difficile encore d'espérer que, possesseur de cette partie de ce pays, il saurait se soustraire à la nécessité de revendiquer bientôt le pays tout entier.

« Les cours d'eau qui bordent le Banat sur trois côtés (Mouresch, Theiss, Danube) forment une frontière naturelle qui entoure une région de plaines, à l'ouest, et une région de montagnes à l'est, étroitement liées entre elles. Les plaines, riches et relativement moins peuplées, trouvent dans l'excédant de la population plus pauvre des montagnes les ressources de main-d'œuvre et de peuplement indispensables : la plaine et la montagne ne peuvent vivre l'une sans l'autre.

« Tous les réseaux des voies de communications par terre, par fer ou par eau, ne peuvent être avantageusement organisés dans le Banat que pour l'ensemble de la province, et l'établissement d'une frontière d'Etat qui les couperait en deux, aboutirait à rendre inutile tous les efforts faits jusqu'ici, depuis le <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, pour établir les communications indispensables à la vie économique dans cette région.

« Les rivières navigables et les canaux de la pleine conduisent à la Theiss et au Danube les lourds produits des montagnes de l'Etat, le partage du Banat laisserait aux Roumains le cours supérieur des rivières, aux Serbes le cours inférieur et les canaux : on aboutirait ainsi à ruiner les avantages même de la situation du Banat entre les trois cours d'eau, en coupant pour toute une partie du pays, le libre accès au Danube et à la Theiss.

« La Transylvanie elle-même, dont le Mouresh est la seule grande voie d'eau traversant le pays et pénétrant jusqu'au cœur de ses montagnes, serait privée d'un de ses débouchés les plus nécessaires. Les produits de ses forêts et de ses mines doivent normalement arriver au Danube et de là

à la mer en descendant le cours du Mouresh et de la Theiss ; une frontière serbo-roumaine entraverait leur course à partir du Bas-Mouresh.

« Même dans la région où les Serbes sont en nombre, des groupes roumains importants sont mêlés parmi eux, et aussi des colonies germaniques qui ne peuvent être rattachées politiquement à aucun Etat de même nationalité, mais qu'il n'y a aucune raison de réunir à la Serbie, et qui ne pourraient, en tout cas, être toutes réunies à cet Etat à cause de leur répartition sur tout le centre du Banat : ces Allemands (Souabes), le jour où ils seront libres d'exprimer publiquement leur volonté, dès maintenant certaine, refuseront d'ailleurs de se laisser partager entre la Serbie et la Roumanie et se rallieront de préférence à ce dernier Etat.

« Le mélange de ces diverses nationalités dans l'ouest du Banat est tel que pour détacher de la Roumanie les 200.000 Serbes qui se trouvent dans cette région, il faudrait annexer du même coup à la Serbie un nombre double de non-Serbes : Allemands, Magyars et Roumains. Et l'on aurait ainsi créé de nouveaux irrédentismes.

« Le gouvernement roumain est si bien convaincu de l'importance du Danube comme frontière pacifique qu'il s'est toujours interdit de jeter les yeux au delà de ce fleuve et de songer à la possibilité de réunir à la Roumanie nord-danubienne les nombreux Roumains établis en Serbie entre les vallées du Tinock et de la Morava.

« En faisant franchir à la Serbie la frontière du Danube pour assurer à cet Etat une prétendue limite ethnographique, en espérant trouver dans cette réunion une garantie pour l'organisation de la paix des peuples, on n'aboutirait qu'à la désorganisation économique, à l'arrêt du développement de toute une région et à la perspective de conflits (1). »

Le gouvernement serbe, faute d'arguments sérieux historiques, s'est particulièrement appliqué à nier l'unité du

1. *La Roumanie devant la Conférence de la Paix, ses revendications territoriales*, p. 11-14.

Banat de Temeshvar, et à établir une division imaginaire entre le Banat oriental montagneux et le Banat occidental, région de plaines. Mais il suffit d'attirer l'attention sur l'histoire et la géographie du Banat pour que le caractère unitaire de cette province apparaisse clairement aux yeux.

Il est impossible de nier le caractère unitaire du Banat au point de vue politique, car l'histoire constate sans variation la permanence de l'utilité politique de cette province.

Mais le gouvernement serbe déplaça la question, et l'a fait passer du terrain politique sur le terrain administratif.

Personne ne songe à soutenir que le Banat ne puisse être divisé administrativement, puisqu'il est, aujourd'hui même, divisé en trois comitats (Carash-Severin, Torontal, Timish), mais il s'agit de divisions purement administratives et non politiques qui au cours de l'histoire ont varié suivant les circonstances.

Les Serbes contestent aussi le caractère unitaire du Banat au point de vue géographique : ils prétendent que le Banat central, et surtout le Banat occidental, constitueraient, avec la Serbie septentrionale et la vallée de la Morava, une unité géographique indépendante de la partie orientale du Banat, le Carash-Severin.

La carte du Banat fournit à cet argument la meilleure réponse : elle montre le Banat nettement séparé, à l'ouest, de la Hongrie par la Theiss, au sud, de la Serbie par le Danube.

Il y avait, avant la guerre balkanique, plus de 500.000 Roumains (Koutzo-Valaques) en Macédoine. Ils ont partagés entre les Serbes, les Grecs et les Bulgares.

Il y a encore, aujourd'hui, plus de 300.000 Roumains de la plus pure race latine, qui habitent la Serbie dans la vallée du Timok sur une étendue d'environ 12.240 kilomètres.

C'est vers le <sup>xiv</sup>e et <sup>xv</sup>e siècle qu'ils sont venus de Valachie poussant leurs troupeaux vers la plaine de Timok et de Morava, puis plus au sud, vers la Macédoine. Ils habitent quatre districts : Khaina, Pocharevatz, Morava et Timok. La

Roumanie ne les revendique pas, elle laisse au foyer serbe, parce que pour revendiquer un pays ou un peuple, il ne suffit pas que ce peuple parle la même langue, qu'il ait une origine commune, il faut encore qu'il forme une entité morale, politique et géographique, qu'on ne puisse diviser sans détruire. Il en est de même de la population du Banat de Temeshar, le Banat forme aussi une entité morale et politique. Le partage du Banat entre Roumains et Serbes a été fait non pour des raisons géographiques ou ethniques, ni pour des nécessités économiques ou politiques, mais pour des raisons d'ordre sentimental ou d'ordre stratégique, car aucun des arguments invoqués par le gouvernement roumain, n'a été réfuté par les contre-arguments présentés par le gouvernement serbe à la conférence de la Paix. C'est le système ethnique, employé avec plus ou moins d'arbitraire, qui déchira le Banat entre la Roumanie et la Yougo-Slavie, et la ligne de démarcation des nouvelles frontières sépare souvent deux villages et deux tronçons.

### § 3. — La Bukovine

*Droits historiques* (1). — La Bukovine n'est qu'un fragment (10.000 kilom. carrés) de la Moldavie. Elle a été « ravie » par ruse en 1775, lors du partage de la Pologne, par lequel l'Autriche obtient la Galicie.

L'Autriche demanda à la Porte un coin de la terre moldave, destiné à servir de communication entre la Transylvanie et la Galicie.

La Porte, engagée dans une guerre malheureuse contre les Russes, ne pouvait s'opposer aux prétentions de l'Autriche : celle-ci occupa avec ses troupes la partie désirée de la Moldavie (1774). La Turquie sanctionna l'annexion par la convention du 7 mai 1775, malgré les protestations du Prince moldave Ghica qui paya de sa tête l'accomplissement de son devoir.

1. Draghicesco, *la Bukovine*, 1918; J. Ursu, *Pourquoi la Roumanie a fait la guerre*, 1918. Paris.

Cependant la Turquie n'avait pas le droit de faire cession de la Bukovine, qui ne lui appartenait pas, ce pays était seulement tributaire des Turcs, qui, par les capitulations, étaient obligés de respecter et de défendre son intégrité et sa liberté. Cette annexion était donc une violation de l'intégrité de la Moldavie.

Ce coin de terre ravi par l'Autriche était la partie essentielle de la Moldavie, car il comprenait l'ancienne capitale Suceava, et possédait les tombeaux des princes ainsi que les plus anciens monuments de la principauté.

L'administration autrichienne s'est efforcée de diminuer dans la mesure du possible, l'importance de l'élément roumain qui, en 1775, composait presque exclusivement la population du pays, par des attentats systématiques, tels que l'interdiction de l'usage de la langue roumaine, le remplacement des fonctionnaires roumains par des Allemands, la colonisation par les Ruthènes, venus du Nord de la Galicie et de la Pologne. Le résultat a été la constitution d'un amalgame de nationalités, dans lequel les éléments roumains et ruthènes sont les plus nombreux. En 1775 l'élément ruthène ne comptait que 2.000 habitants, tandis que les Roumains étaient plus de 70.000.

Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque commence l'ère des empiètements des persécutions, les Ruthènes, aidés par le gouvernement autrichien, affluent en masse du Nord, c'est-à-dire de la Galicie. Alors commença la ruthénisation des Roumains et l'Autriche-Hongrie fidèle à sa devise « Divide et impera », par laquelle elle a pu dominer tant de peuples, donne lieu à une lutte séculaire entre Roumains et Ruthènes. Les Ruthènes, soutenus par le gouvernement autrichien, amalgament un bon nombre de Roumains, de sorte qu'en 1910, il y avait 273.126 Roumains et 303.013 Ruthènes.

Malgré ces empiètements, la population roumaine n'a jamais perdu la conscience de sa latinité et la guerre a été une occasion pour elle de proclamer sa volonté.

Le gouvernement provisoire, issu d'une Assemblée nationale où étaient représentés des Roumains et toutes les

nationalités de Bukovine, à l'exception des Ruthènes, proclama, le 28 novembre 1918, à Cernautz, l'union définitive et sans aucune condition, avec la Roumanie, de toute la province dans ses limites historiques jusqu'au Dniester.

L'article 59 du traité de Saint-Germain (du 11 sept. 1919) dit : « l'Autriche renonce, en ce qui la concerne, en faveur de la Roumanie, à tous ses droits et titres sur la partie de l'ancien duché de Bukovine, comprise en deçà des frontières de la Roumanie, telles qu'elles seront ultérieurement fixées par les principales puissances alliées et associées. »

#### § 4. — La Bessarabie

I. *Droits historiques* (1). — La Bessarabie, ou Moldavie russe est un pays de 44.000 kilomètres carrés, situé entre Pruth, le Dniester et le Danube depuis son embouchure jusqu'à l'endroit où il reçoit les eaux du Pruth à Reni.

Seul le cours de Pruth sépare la population moldave de la Bessarabie de celle de la Moldavie roumaine. Cette province fit partie intégrale pendant plusieurs siècles de la principauté moldave.

Son histoire se confond avec l'histoire de la Moldavie, depuis les débuts de la formation des pays roumains jusqu'à son annexion par la Russie en 1812. Ce sont les forteresses bessarabiennes : Hotin, Soroca, Ismail, Cetatea-Alba qui ont défendu la Moldavie, contre l'invasion des bandes tartares qui apparaissaient sur le Dniester.

En 1812, la Russie, à la suite de la guerre russo-turque (1806-1812) annexa la Bessarabie. L'empereur Alexandre I<sup>er</sup> voulait annexer les deux principautés roumaines, la Moldavie et la Valachie, mais il en fut empêché par Napoléon I<sup>er</sup> qui approchait avec son armée de la frontière russe.

Vers 1818, Alexandre I<sup>er</sup> fut obligé d'accorder à la pro-

1. O. Tafrali, *La Bessarabie*, 1919; De Martonne, *Choses vues en Bessarabie*; Jurasco, *La Bessarabie*, 1913; D. Draghicesco, *La Bessarabie et le droit des peuples*, 1918. Les ouvrages et articles de M. Pelivan sur la Bessarabie, 1918.

vince nouvellement annexée son autonomie nationale, à cause de son caractère distinct, mais son autonomie ne fut pas de longue durée, car l'empereur autocrate Nicolas I<sup>er</sup> la supprima.

Le 30 mars 1856, à la suite de la guerre de Crimée, les grandes puissances européennes, se rendant compte du danger de cette politique conquérante de la Russie, éloignèrent les Russes des bouches du Danube, en rendant à la Moldavie la partie méridionale de la Bessarabie, les districts Ismail, Cahul et Bolgrad.

Mais la Russie profitant de la défaite de la France, et méconnaissant une convention faite avec la Roumanie, reprit la Bessarabie méridionale, sous les bouches du Danube, malgré l'aide que l'armée roumaine lui avait prodigué dans la guerre contre les Turcs en 1877-1878.

A partir de ce deuxième rapt et malgré toutes les rigueurs de l'administration russe, une puissante propagande nationale roumaine commença à pénétrer dans toute la Bessarabie.

II. *Politique de russification.* — La population de la Bessarabie comprend actuellement 72 0/0 de Roumains contre 28 0/0 d'autres nationaux. Il y a surtout des Ruthènes, au Nord dans la région de Khotin, et des colonies allemandes et bulgares, dans le Sud, où elles forment des îlots entourés de populations roumaines.

Une dernière statistique dressée par l'administration russe mentionne sur un total de 2.604.800 habitants, 1.897.800 Roumains et 707.000 individus appartenant à l'Ukraine, la Bulgarie, l'Allemagne, etc.

S. N. Kouropatkin, célèbre général russe et ancien ministre de la guerre, disait, en 1910 : « Le peuple roumain de Bessarabie, annexé il y a cent ans, vit encore aujourd'hui séparément et comme en dehors de la population russe. Dans l'avenir, soit par les voies pacifiques, soit à la suite d'une guerre, l'unité du peuple roumain est inévitable. »

Au début, le gouvernement russe témoigna une certaine bienveillance à l'égard de cette province et lui accorda une

autonomie assez étendue, qui fut supprimée en 1818. La langue roumaine dominait dans toute l'administration et la justice était rendue sur la base des « lois du pays » reconnus officiellement par les Russes.

Ce régime libéral fut de courte durée. La Russie gouvernée d'une manière autocratique, ne voulut pas supporter, à la longue, que des germes constitutionnels se développassent à l'intérieur de ses frontières.

En 1834, l'usage de la langue du pays fut interdit dans les chancelleries et les tribunaux. En 1857, la langue moldave fut écartée des lycées et, ensuite, l'importation d'ouvrages littéraires roumains provenant de l'autre côté de la frontière fut prohibé. La Bessarabie fut administrée suivant les principes du gouvernement central de Pétersbourg, toute vie originale fut étouffée en elle.

Le clergé roumain disparut devant les popes russes et le nombre des illétrés atteignit alors une très forte proportion : 83 0/0 pour les hommes, 96 0/0 pour les femmes.

Le caractère essentiellement roumain de la Bessarabie s'est conservé malgré les cent six ans de domination russe et malgré tous les efforts de russification, car, si la bourgeoisie et la noblesse ont été en grande partie russifiées, les paysans ont restés moldaves, et comme ils n'ont pris aucune part à la vie publique du pays, ils ont conservé jusqu'aujourd'hui les rudiments de culture roumaine qu'ils possédaient avant l'occupation russe et les éléments essentiels de la langue latine qu'un siècle et demi de malheurs n'a pu leur arracher (1).

III. *Renaissance de la nation roumaine.* — En 1918 le principe du droit des peuples proclamé par les Puissances Alliées, et adopté par les révolutionnaires russes entre en Bessarabie dans la voie de l'application pratique.

L'Assemblée nationale de Bessarabie fut nommée par le suffrage universel le plus large et en toute liberté.

Le 24 janvier 1918, le « Sfatul Tsarei » vota à l'unani-

1. D. Draghicesco, *La Bessarabie et le droit des peuples*. Paris, 1918, p. 25.

mité l'indépendance de la république moldave et le Conseil des directeurs généraux se transforma en Conseil des ministres.

Enfin, le 27 mars 1918 l'Assemblée nationale du « Sfatul Tsarei » organe législatif, proclama au milieu du plus grand enthousiasme l'union de la Bessarabie à sa Mère-Patrie, la Roumanie :

Voici la décision prise par l'Assemblée nationale :

« Au nom du peuple de Bessarabie, le « Sfatul Tsarei » déclare que la République démocratique moldave de Bessarabie, dans ses frontières entre le Pruth, le Dniester, le Danube, la mer Noire et les anciennes frontières de l'Autriche, arrachée par la Russie il y a plus d'un siècle au tronc de l'ancienne Moldavie, sera désormais rattachée à sa Mère-Patrie : la Roumanie, en vertu du droit historique et ethnique et en vertu du droit des peuples à disposer de leur sort. »

Le désir du peuple bessarabien, d'être uni à la Roumanie a été exprimé une dernière fois par les élections du 2-5 novembre 1919 pour l'Assemblée constituante de la grande Roumanie; 72,8 0/0 de la population participa aux élections qui ont été faites en pleine liberté, sur la base du vote universel égal, direct et secret, présentant ainsi le caractère d'un véritable plébiscite.

Certains agents ukraniens et bulgares ont pu susciter des intrigues contre l'union de la Bessarabie à la Roumanie, d'autre part, les Russes ne s'élèvent pas moins énergiquement contre cet acte par lequel deux millions d'habitants échappent à leur domination. Le droit des peuples à décider de leur sort ne leur semble pas applicable en Bessarabie, au détriment de la grande Russie et au profit d'une nation, à laquelle cette province fut arrachée.

Après l'union de la Bessarabie, le gouvernement roumain et les autorités locales se virent forcés de prendre différentes mesures pour assurer la tranquillité et la sécurité de la population contre les bandes de bolcheviks qui fuyaient en pillant à travers le pays.

Au point de vue administratif, la Bessarabie jouit d'une décentralisation administrative et garde, de fait, une certaine autonomie politique. On a maintenu et appliqué toutes les libertés politiques, intellectuelles et religieuses proclamées par la révolution russe, de même on a réorganisé la justice et le service sanitaire.

Pour améliorer l'état matériel de la population et pour rendre les paysans propriétaires, on a exproprié et distribué aux paysans toutes les propriétés particulières dépassant 100 hectares. On a exproprié presque intégralement les propriétés appartenant à l'Etat ou à des fondations pieuses de main morte.

Un traité confirmant l'union de la Bessarabie avec la Roumanie a été signé le 28 octobre 1920 à Paris par la Grande-Bretagne, la France, le Japon, les principales Puissances Alliées et la Roumanie.

## § 5. — La Dobrodja

I. *Faits historiques* (1). — La Dobrodja ou « Scythie mineure » des anciens, devenue province roumaine après la conquête de l'empereur Trajan (II<sup>e</sup> s. de notre ère) ne cessa jamais d'appartenir en totalité ou en partie à cette population « néo-romaine » où l'élément autochtone daco-geto-scytique s'était mêlé aux colons romains.

Les travaux historiques de MM. Xénopol, Tocilescu, Jorga, de Martonne, Parvan ont prouvé cette vérité historique de manière péremptoire.

La Dobrodja est une unité géographique distincte du reste de la Péninsule balkanique, elle a son histoire propre.

D'après le professeur bulgare, M. Ichirkov, les Bulgares appuyaient leurs revendications non pas sur le droit des nationalités, mais sur les droits historiques et géographiques. Il affirmait que la Dobrodja a été le berceau d'un ancien

1. N. Jorga, *Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobrodja*, 1917. N. P. Commène, *la Dobrodja*. Paris, 1919. O. Tafrali, *la Roumanie transdanubienne*. Francis Lebrun, *la Dobrodja*. Paris, 1918.

empire bulgare dont le chef aurait été un successeur du chef bulgare Asparuch, en l'an 679, ce que prouveraient les restes des forteresses érigées par les Bulgares.

Mais les fouilles archéologiques roumaines prouvent le contraire : la Dobrodja n'a jamais été une terre bulgare, les nombreuses inscriptions latines trouvées sur son territoire et spécialement à Adam-Klissi, attestent qu'elle a fait partie de l'empire romain. Ovide exilé par Auguste avait passé neuf années à Tomis (Constantza) et a laissé la description du pays dans ses *Elégies*.

A partir du milieu du III<sup>e</sup> siècle, les barbares se pressent de plus en plus nombreux aux frontières, attirés par l'appât que leur offraient les riches régions septentrionales de l'empire romain. Ce sont les Goths qui ouvrent la série des invasions, puis vers le VI<sup>e</sup> siècle la Petite Scythie est envahie par les Slaves, à ce moment l'œuvre de Rome fut détruite et le pays plongé dans la barbarie.

Seul le christianisme y maintient, en dépit de l'activité dévastatrice des barbares, le flambeau de la civilisation et le contact avec le monde byzantin.

Au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, les Bulgares, peuple de race touranienne, arrivèrent sous le commandement d'Asparuch et s'installèrent sur une partie de la Moésie inférieure, dans le triangle formé par les villes de Choumla, Silistrie et Varna.

Les recherches des savants russes ont prouvé que les Bulgares n'avaient pas encore dépassé les premiers degrés d'une civilisation primitive, lorsqu'ils arrivèrent dans le pays.

Vers la seconde moitié du X<sup>e</sup> siècle, la Petite Scythie tomba au pouvoir des Varèques du prince russe de Kiev, Sviatostav, mais les Russes furent bientôt dispersés par les Byzantins.

Les Petchénèques, peuplades établies entre le Danube et le Don, vinrent à leur tour, disputer aux Byzantins la possession de ces provinces, dès le X<sup>e</sup> siècle, au contact des Byzantins leurs mœurs, leurs croyances subirent une trans-

formation. L'église byzantine réussit à les convertir au christianisme.

Au XII<sup>e</sup> siècle les tzars bulgares n'avaient jamais étendu leur pouvoir sur cette province, complètement étrangère pour eux. En l'an 1261, l'empereur de Nicée, Michel Paléologue, rentra à Constantinople. La Bulgarie, n'était pas en état de s'opposer à cette restauration de la puissance byzantine. Aussi les Byzantins réoccupèrent tout le littoral de la Mer Noire où ils réinstallèrent leur administration.

En 1350, Dobrotich devint gouverneur du littoral de la Mer Noire et pendant la guerre entre Venise et Gênes, qui se disputaient la maîtrise de la Mer Noire, Dobrotich s'allia aux Vénitiens. Le comte Amédée de Savoie reprit aux Bulgares et à Dobrotich les villes byzantines du littoral de la Mer Noire. C'est à ce moment que les princes roumains de Valachie apparaissent sur la scène, les Roumains se rendirent maîtres de la partie septentrionale de la Dobrodja, du côté des embouchures.

En 1379, le prince de Valachie Radou-Voda Bassarab, porte le titre de « seigneur de Silistrie et des terres tartares » jusqu'à la Mer Noire, son successeur Mircea le Vieux celui de *despotus terrarum Dobrodictii*.

En 1417, la Dobrodja tomba sous la domination ottomane. Les Turcs fondèrent une série de villes et de villages qui conservent encore aujourd'hui le caractère musulman.

Au cours du siècle suivant, certains princes valaques comme Vlad, Michel le Brave (XVI<sup>e</sup> siècle) et Radou-Scherban-Bassarab (XVII<sup>e</sup> siècle) s'emparèrent de certaines cités situées sur la rive droite du Danube.

La domination roumaine sur la Dobrodja assura aux habitants la sécurité et leur vie et de leur avoir : le commerce et l'agriculture commencèrent à renaître.

Durant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la Dobrodja fut à nouveau dévastée pendant les guerres russo-turques. Cette situation précaire n'était pas pour favoriser la prospérité de la province : les champs restèrent incultes et les villages déserts.

En 1878, la Roumanie recevait par le traité de Berlin,

15.560 kilomètres carrés de la Dobrodja dévastée par les guerres et dut céder à la Russie 8.480 kilomètres carrés de terre fertile : les trois districts de la Bessarabie. Cette situation créa à la Roumanie une frontière tout à fait défavorable au point de vue stratégique.

On comprend donc pourquoi les Roumains en 1913, voyant l'agrandissement de la Bulgarie avec des territoires tels que ceux de la Macédoine et de la Thrace, demandèrent à leur tour le tronçon du fameux quadrilatère : Silistrie-Roustchouk-Chlumla-Varna, afin d'améliorer leurs frontières.

Quant aux Bulgares, rien dans l'histoire, rien dans les noms des villes, rien dans les inscriptions, ne prouve que cette province leur ait jamais appartenue. La vérité est qu'une partie de la population bulgare, abandonnant le sol ingrat du nord de la Bulgarie, a émigré dans les plaines plus fertiles de la Dobrodja.

Le même professeur bulgare Ichircov dans un article publié dans la revue bulgare *Blgasski Preled* est forcé d'avouer ceci : « Prétendre, ainsi qu'on le fait souvent, qu'il y a plus de 50.000 Bulgares dans la Dobrodja, c'est nous tromper d'une manière grossière. »

M. Genadief, ancien ministre, disait : « la Dobrodja roumaine dans les mains de la Roumanie est une nécessité absolue ».

Pendant la guerre la mauvaise foi bulgare fut visible, car les mêmes hommes politiques eurent le courage de prétendre à l'annexion de la Dobrodja en vertu du traité de Bucarest.

II. — *Situation ethnographique et économique.* — Bien avant 1878 vivait en Dobrodja, en masses compactes, une population roumaine en grande majorité autochtone entourée d'une puissante population turco-tartare et de certains éléments bulgares, tcherkesses, grecs, arméniens, etc. L'élément roumain a augmenté dans de telles proportions que sur 380.430 habitants, on comptait déjà plus de 200.000 Roumains, soit environ 55 0/0 de la population totale. Une statistique de 1911 montre que la population totale s'élevait à 338.276 âmes répartie de la façon suivante :

|                         |                       |
|-------------------------|-----------------------|
| Roumains.....           | 186.334 soit 54,7 o/o |
| Bulgares .....          | 48.963 soit 14,3 o/o  |
| Turcs.....              | 10.836 soit 3,3 o/o   |
| Tartares.....           | 25.086 soit 7,5 o/o   |
| Russes et Lipovans..... | 34.254 soit 10,0 o/o  |
| Grecs .....             | 8.459 soit 2,6 o/o    |

Arméniens, Juifs, Allemands dans de moindres proportions (1).

Par rapport à l'élément bulgare, les Roumains se trouvent donc quatre fois plus nombreux, par rapport aux Turcs-Tartares et Bulgares réunis deux fois plus nombreux.

Au point de vue administratif et économique les Roumains reçurent la Dobrodja dans un état lamentable. Il fallait organiser le pays à tous les points de vue. On introduisit d'abord l'organisation administrative roumaine; on partagea le pays en deux districts : Tulcea et Constanza; on organisa aussi les municipalités.

Des recensements réguliers, faits tous les cinq ans, donnaient le chiffre exact de la population et renseignaient sur l'état des travaux agricoles et les pêcheries.

Tous les habitants sujets roumains appartenant à n'importe quelle nationalité ou secte religieuse jouissaient des droits civils et politiques garantis par la constitution roumaine. Une pleine liberté était accordée pour l'exercice de n'importe quel culte. On ouvrit partout des écoles publiques, des cours secondaires, des écoles commerciales, des écoles d'arts et métiers, etc.

L'état roumain s'occupa aussi de la question essentielle des communications des chaussées, des lignes ferrées, des travaux comme le magnifique pont de Cernavoda et de beau port de Constanza.

Ainsi la Roumanie en accomplissant en Dobrodja une œuvre civilisatrice, a acquis de nouveaux droits sur cette province, qui s'ajoutent à ceux qui sont d'ordre géographique, historique, ethnographique et économique.

1. N.-P. Commène, *op. cit.*, p. 135.

## § 6. — Les Macédo-Roumains

Les Macédo-Roumains ou Koutzo-Valaques (Aroumains) (1) appartiennent au même peuple que les Roumains de la rive gauche du Danube.

Leur nombre dans la péninsule balkanique s'élève à environ 600.000 âmes, ils parlent un dialecte de langue roumaine, non sans rapport avec l'italien.

Ils s'étendent particulièrement en Macédoine, en Albanie, en Epire, dans le Pinde et en Thessalie, où ils forment une masse compacte et homogène territoriale.

Au moyen âge, ces Koutzo-Valaques formaient des Etats indépendants, il suffit de rappeler le nom de la Grande Valachie, qui comprenait la Thessalie, le Pinde et l'Epire.

Au temps des Turcs, les Macédo-Roumains ont pu conserver leur indépendance dans les monts du Pinde, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de la Porte, par un régime de capitulations, des privilèges qui jusqu'au début du xiv<sup>e</sup> siècle ont assuré leur autonomie.

Les savants et les voyageurs nous représentent les Macédo-Roumains comme un peuple d'élite, avec une longue fresque de costumes, de croyances, et de coutumes latines. Ils sont par excellence pasteurs, mais avec leurs esprits pratiques, ils réussissent même dans les arts et dans tous les métiers ; leurs colonies ont donné des personnalités de premier ordre qui ont joué un rôle important dans le mouvement intellectuel, politique ou économique de différents pays de la péninsule balkanique.

Dans les guerres de résistance ou de libération des chrétiens contre les Turcs, ils ont été les soldats les plus dévoués et les plus énergiques.

Les Macédo-Roumains ont eu une conscience et un sentiment de race puissant, mais pendant des centaines d'an-

1. *Les Macédo-Roumains devant le Congrès de la Paix*. Picot Emile : *les Roumains de Macédoine*. Paris, 1875, Weigand G., *Die Aromunen*, 2 vol. Leipzig, 1894-1895.

nées, ils ont été soumis, comme les Serbes et les Bulgares, au patriarcat grec et panhellénique de Constantinople ; et il y a quelques dizaines d'années encore, ils n'avaient pas le droit d'entretenir des écoles et des églises nationales, mais seulement des églises et des écoles grecques qui poursuivaient leur hellénisation par tous les moyens.

Après des tentatives isolées pour secouer le joug grec dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les Macédo-Roumains n'ont réussi que vers 1862 à créer leur première école nationale. Pourtant la nationalité propre des Macédo-Roumains est reconnue dans le traité de Berlin, mais elle n'est pleinement consacrée en Turquie que par l'iradé du sultan de 1905, qui leur accorde le droit d'avoir des écoles et des églises de leur langue.

Par suite le patriarcat grec d'accord avec le gouvernement d'Athènes, craignant de perdre les Macédo-Roumains, organisa des bandes qui, conduites par des officiers grecs de l'armée active, parcoururent les villages et les villes d'Epire et de Macédoine, commettent les plus grandes atrocités pour intimider les Macédo-Roumains afin de les amener à leur faire abandonner leur nationalité et à confondre leur sort avec celui de l'hellénisme.

Durant trois ans, plus de 400 notables macédo-roumains ont été victimes de ces bandes.

Leurs maisons et leurs biens ont été pillés, des villages entiers détruits. Les Macédo-Roumains ont résisté héroïquement et ont donné les preuves les plus convaincantes de leur conscience nationale.

A l'occasion de la guerre balkanique, les Macédo-Roumains par leurs délégués, ont insisté auprès des Puissances, pour se faire assurer la liberté de leur vie nationale. Le traité de Bucarest leur accorda l'autonomie scolaire et ecclésiastique en Grèce et en Serbie, mais cette mesure est apparue absolument insuffisante pour garantir leur individualité ethnique, étant donné l'esprit de chauvinisme extrême et l'intolérance des Grecs et des Serbes.

Dans la grande guerre, des Macédo-Roumains, en dehors de leur participation régulière à la lutte dans les armées

grecques et serbes, ont donné à la Roumanie une armée de volontaires de plus de 10.000 hommes avec 400 officiers, et sur le front macédonien ils ont rendu aux Alliés des services officiellement constatés : leur adhésion à la cause de l'Entente les a soumis à des souffrances et à des sacrifices immenses.

Devant le danger d'être absorbé par les Grecs et les Serbes, et pleinement conscients des intérêts de leur nationalité, ils ont élu, dans le Pinde, dès 1917, un Conseil national qui a notifié à toutes les Puissances Alliées la volonté des Macédo-Roumains de vivre libres et indépendants.

« En vertu des principes de nationalité et du droit qu'a tout peuple, grand et petit, de disposer de son sort : en vertu de leur histoire millénaire dans les territoires qu'ils occupent et dont le sang de leur peuple a consacré la possession : avec la volonté inébranlable de vivre en nation distincte et indépendante les Macédo-Roumains demandent :

A. — Pour la région du Pinde (130.000 habitants) qui est exclusivement habitée par une masse compacte et homogène de Kontzo-Valaques et forme, tant dans le passé le plus éloigné que dans le présent, le « pays des Valaques » la pleine indépendance entre les frontières ci-dessous.

B. — Pour les autres groupes de Macédo-Roumains, à savoir :

|    |                                   |         |           |
|----|-----------------------------------|---------|-----------|
| 1. | Groupe de Monastir (Bitolia)..... | 83.145  | habitants |
| 2. | — Musakia-Corytza.....            | 77.814  | —         |
| 3. | — Veria Maglénia (Salonique)..... | 103.877 | —         |
| 4. | — Thessalie.....                  | 81.520  | —         |

« Ainsi que pour tous les autres Macédo-Roumains qui vivent dans des enclaves plus ou moins étendues et qui seront, comme les groupes précédents, incorporés à la Grèce, à l'Albanie, à la Serbie ou à la Bulgarie. Il est accordé l'autonomie scolaire et ecclésiastique, et un régime politique compatible avec un libre développement de leur individualité ethnique, sous la surveillance de la Société des Nations,

la Roumanie étant autorisée à surveiller leurs institutions scolaire et à intervenir au cas où les droits concédés ne seraient pas respectés. »

« Ces revendications, modestes et légitimes, tendaient à obtenir :

1° Le libre développement ethnique de l'élément latin que représentent les Macédo-Roumains dans la péninsule balkanique ;

2° La disparition de tout foyer de discorde politique ou de guerre de nationalités dans la péninsule ;

3° La création et le développement d'une œuvre de civilisation en Orient.

La région du Pinde présente, sous tous les rapports : Histoire, ethnographie, économique, stratégique et politique, toutes les conditions nécessaires à une existence indépendante durable. »

## CHAPITRE V

### Quelques problèmes de la Roumanie contemporaine

I. — Par la réunion des provinces sœurs à l'ancien royaume, la Roumanie est rentrée dans ses frontières historiques et ethnographiques : par sa situation géographique, sur la grande route qui relie l'Occident à l'Orient, elle doit apparaître désormais comme un des organes essentiels de l'équilibre européen.

Dans l'Europe nouvelle, qui est l'Europe des nationalités, non plus des Etats, la monarchie constitutionnelle roumaine rassemble dans son sein tous les éléments épars accablés depuis des siècles sous les violences étrangères et le principe des nationalités retrouve, dans ce pays, la plus éloquente application, où toutes les races et toutes les croyances jouissent de la *plus grande démocratie* (1).

| NATIONALITÉS                  | ANCIEN<br>royaume<br>et<br>Dobrodja | BESSARABIE | TRANSYL-<br>VANIE<br>et territoires<br>roum. des<br>Hongries | BUCOVINE | TOTAL      | 0/0  |
|-------------------------------|-------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------|----------|------------|------|
| Roumains.....                 | 6.500.000                           | 1.100.000  | 3.200.000                                                    | 275.000  | 11.075.000 | 70,0 |
| Hongrois.....                 |                                     |            | 1.086.000                                                    | 10.000   | 1.096.000  | 7,0  |
| Szechlers.....                |                                     |            | 496.000                                                      |          | 496.000    | 3,1  |
| Allemands.....                |                                     | 42.000     | 670.000                                                      | 68.000   | 780.000    | 4,3  |
| Ruthènes.....                 |                                     | 257.000    | 23.000                                                       | 300.000  | 580.000    | 3,5  |
| Serbes.....                   |                                     |            | 287.000                                                      |          | 287.000    | 1,7  |
| Turcs, Tartares.              | 176.000                             |            |                                                              |          | 176.000    | 1,1  |
| Bulgares.....                 | 193.000                             | 65.000     |                                                              |          | 258.000    | 1,5  |
| Juifs.....                    | 330.000                             | 141.000    | 196.000                                                      | 100.000  | 767.000    | 4,8  |
| Autres nationa-<br>lités..... | 230.000                             | 23.000     | 165.000                                                      | 37.000   | 455.000    | 3,8  |
| Total général.                | 7.422.000                           | 1.623.000  | 6.123.000                                                    | 790.000  | 15.970.000 | 100  |

(V. Les Roumains, leur origine, leur passé, leurs sacrifices et leurs droits, 1919, p. 29).

1. Voici le tableau général de la situation des différentes nationalités de la Roumanie sur une superficie de 294.244 kilomètres carrés (ancien royaume 137.903 kilomètres carrés et nouveaux territoires 156.341 kilomètres carrés) et une population, d'après la dernière statistique de 1921, de 16.262.177 habitants.

Par les traités de 1919-1920 les droits des minorités sont expressément stipulés et le contrôle organisé :

Le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 novembre 1919 ; article 60. Le traité conclu entre les P. P. A. A. et la Roumanie du 19 décembre 1919 ; article 1-12. Le traité de Trianon du 4 juin 1920 ; article 47.

L'article 1<sup>er</sup> du traité imposé à la Roumanie, par les puissances alliées et associées, dispose que les clauses concernant les minorités devront être reconnues comme lois fondamentales. Le deuxième article impose d'accorder à tous les habitants, la protection de leur liberté sans distinction de race, de religion, de naissance, à ce point de vue les nationaux minoritaires sont assimilés aux étrangers.

Tous ont droit au libre exercice, tant public que privé de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne serait pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les articles 3 à 6 réglementent la reconnaissance par la Roumanie de la nationalité roumaine aux ressortissants de territoires annexés, l'article 3 s'applique même aux personnes domiciliées dans l'ancienne Roumanie. Les articles 7 et 11 sont spéciaux à la Roumanie. L'article 7 l'oblige à reconnaître de plein droit et sans aucune formalité, comme ressortissants, les Juifs habitants ses territoires et ne pouvant se prévaloir d'aucune nationalité.

Les articles 8, 9 et 10 reconnaissent l'égalité devant la loi et la jouissance des droits civils et politiques de tous les ressortissants roumains sans distinction de race, de langue ou de religion, les minorités jouissent du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants.

Les mêmes facultés se retrouvent lorsqu'il s'agit d'écoles, hôpitaux et en général de toute institution sociale d'un caractère public. L'article 11 accorde l'autonomie pour les questions religieuses et scolaires aux communautés de Szecklers et des Saxons en Transylvanie.

Les minorités sont mise sous la protection de la Société des Nations qui par ses organes le Conseil et la Cour per-

manente de justice est chargé de veiller à ce que ces droits soient respectés.

II. — La Société des Nations a encore d'autres attributions, comme celle d'examiner et de juger les conflits entre les nations antagonistes. A l'avenir cette institution pourrait apparaître comme une garantie pour le respect du principe des nationalités dans la constitution des nouveaux Etats européens, mais, comme le dit M. Lavergne « si la Société des Nations se montre prudente et avisée, elle exigera que les nations qui sollicitent leur adhésion, non seulement reconnaissent comme vraie la théorie des nationalités, mais en aient préalablement fait application sur leur propre territoire.

Une société des nations universelle n'est point et ne sera jamais une panacée, mais elle peut devenir un auxiliaire très précieux des facteurs de paix à travers le monde » (1).

La nation roumaine, prendra dans la Société des Nations, la place que son rôle lui assigné et acceptera avec enthousiasme de concourir à la conservation de la paix.

Mais en face du problème du désarmement ou de la limitation de l'armement, la Roumanie devra rester toujours prête à défendre ses frontières ; car à l'est, la Bessarabie doit être défendue contre l'anarchie et l'invasion du bolchevisme ; au nord-ouest, du côté de la Hongrie existe une menace lointaine de revanche, le danger est aussi grave au sud où la Bulgarie jura une haine éternelle aux pays qui l'avaient jadis rappelée à la vie.

La Roumanie accepte le principe de l'arbitrage obligatoire et la limitation des dépenses nationales pour l'armement (2), mais lui demander de quitter ses armes ou de

1. Bernard Lavergne, *op. cit.*, p. 66 et 209.

2. Réponse du gouvernement roumain à la limitation des dépenses nationales pour les armements :

Genève, le 9 oct. 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Comme complément à ma note n° 105, 1<sup>er</sup> juin 1921 et pour satisfaire au désir exprimé dans votre lettre du 25 août 1921, j'ai l'honneur de vous

M.-A. Laurian

6

réduire sa préparation militaire, ce serait une imprudence qui pourrait lui coûter son existence même, car un jour, frappée par ses anciens ennemis et très éloignée de ses alliés, la France, l'Angleterre et l'Italie, elle pourrait succomber avant même d'avoir pu se défendre.

Pour que la Roumanie soit véritablement un facteur de progrès et de paix et pour pouvoir entreprendre tranquillement le rude travail de reconstruction de son territoire et de ses richesses, doublement atteintes par la guerre et l'occupation ennemie, elle doit être libre et forte. La constitution d'un Etat roumain libre et puissant contribuera au développement pacifique de l'Europe centrale et orientale, où, d'une part, avec la Pologne et les Tchéco-Slovaques, il aura pour mission de former tampon entre la Russie et l'Allemagne et d'autre part, avec les Yougo-Slaves et les Grecs il formera la barrière du sud contre les appétits éventuels des Germano-Magyars ; c'est que l'ancien président du Conseil des ministres, M. Take Jonesco et M. Benès, l'éminent homme politique et créateur de la République tchéco-slovaque, ont pensé en 1921, en organisant *la Petite Entente* « où les nouveaux Etats qui ont associé leur fortune à celle des alliés, grouperont leurs efforts pour tenir en respect les véritables vaincus d'Austro-Hongrie ».

Des conventions d'alliance défensive furent signées entre la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie, à Bucarest le 23 avril 1921 ; entre la Pologne et la Roumanie le 3 mars 1921, et entre l'Etat serbo-croate-slovène, la Grèce et la Roumanie en 1922.

C'est ce que le maréchal Foch a bien précisé lors de sa visite en Roumanie, à l'occasion du couronnement des souverains roumains : « La Roumanie est un pays en plein essor, assuré d'un avenir de prospérité certaine et de paix

faire connaître qu'alors que le budget de l'armée roumaine pour l'exercice 1920-1921 était de 950.404.660 lei, le budget en cours 1921-1922 ne prévoit aux dépenses militaires que la somme de 753.000.000 de lei. La réduction des dépenses est donc de 197.404.600 lei.

Signé : P. LAHOVARY

Représentant permanent de la Roumanie

garantie, à la condition toutefois que l'esprit national ne perde point de vue les dangers qui l'enveloppent ; que personne ne s'endorme un moment, et continuez à veiller sans répit à votre sécurité nationale. »

Au point de vue politique, intellectuel et économique, la Roumanie unie, a réalisé, dans les derniers temps, des améliorations sociales et des réformes importantes : la réforme électorale, par le vote au suffrage universel ; la réorganisation administrative des différentes provinces ; la réorganisation de la justice, de l'armée et de l'enseignement ; la modification de la Constitution ; l'expropriation des terres dans la grande réforme agraire, par laquelle les paysans roumains sont devenus maîtres de leur terre et du produit de leur travail ; puis des réformes économiques et financières comme l'unification monétaire. En y ajoutant une éducation morale saine, la Roumanie moderne pourra s'assurer en peu de temps une place prépondérante dans le concert des Etats balkaniques.

Le 15 octobre 1922 le pays entier a célébré, dans la cathédrale de la petite ville historique transylvaine, Alba-Julia, le couronnement de ses souverains, le roi Ferdinand et la reine Marie, comme roi et reine de la Grande Roumanie. C'est un acte important dans l'histoire du peuple roumain parce qu'il marque une fois de plus l'attachement du peuple pour leurs souverains, qui ont partagé avec lui ses joies et ses souffrances.

## CONCLUSION

Nous avons cherché à démontrer au début de notre étude synthétique que *le principe des nationalités* trouve son véritable fondement dans *la conscience d'une communauté de passé et d'idéal et dans la volonté librement exprimée des peuples*, plutôt que dans des questions de race, de religion, de langue, de territoire, qui forment les éléments complémentaires et des plus discutables de la nation.

La consécration d'un principe, que le président Wilson inscrivait parmi ses *quatorze points*, n'est pas la proclamation d'une loi, que les législateurs pourraient édicter et appliquer à la reconstitution des états européens, mais est le résultat d'une évolution naturelle, originale, dont seule *l'Histoire* impose la vérification.

Les Roumains, dont nous avons suivi au cours des siècles la longue et douloureuse histoire, nous fournissent un exemple caractéristique de la réalité de cette vérité ; car ce peuple se trouvant en *majorité absolue*, mais divisé par des populations étrangères, sur un territoire, qui lui a appartenu jadis, en dépit de nombreuses difficultés, n'a cessé un seul moment de poursuivre son idéal, de *vouloir vivre collectif* sous un gouvernement national. Malgré la séparation imposée par des invasions barbares et malgré la soumission à des tentatives brutales et prolongées d'assimilation, le peuple roumain a trouvé toujours au fond de son âme une force suffisante pour résister et conserver l'intégrité de son patrimoine et de sa personnalité.

Et lorsque le jour vint où il lui fut donné de manifester ouvertement sa volonté, on vit se redresser chez tous ces frères, longtemps isolés par des nations étrangères, la *cons-*

*ciencia nationale* pour affirmer à l'heure glorieuse de la *Victoire*, de concert avec toutes les autres *minorités ethniques* (1), l'ardent désir de se réunir, sur le sol de l'ancienne *Dacie*, au Royaume de Roumanie.

Si d'autres peuples, tels que les Serbes-Croates et Slo-vènes et tels que les Tchéco-Slovaques apportent à la nou-

1. V. aux annexes, la *Déclaration du Conseil national des Polonais de Bucovine* ; la *Déclaration du Conseil national des Allemands de Bucovine* ; la *Proclamation du Conseil national germano-saxon pour la Transylva-nie*.

Il n'y a pas eu de *plébiscite* dans les nouvelles provinces cédées et recon-nues par la Conférence de la Paix à la Roumanie, ainsi qu'à l'Etat serbo-croato-slovène et à la Tchéco-Slovaquie, pour les motifs qui suivent.

Le *plébiscite* n'a d'autre intérêt que d'être l'affirmation du sentiment national ; il est donc inutile partout où ce sentiment n'est pas douteux.

Les commissions territoriales instituées par la Conférence, pour déter-miner les frontières de ces territoires, étant guidées dans leur travail par le *principe des nationalités*, n'ont proposé d'attribuer à la Roumanie, à la Serbo-Croato-Slovanie et à la Tchéco-Slovaquie que les parties de terri-toires revendiqués par ces Etats, où *leurs conationaux forment la majo-rité absolue de la population*, de sorte que d'importantes minorités rou-maines, serbes et slovaques sont restées dans les territoires laissés à la Hongrie.

Un autre motif pour lequel le *plébiscite* ne peut être pris en considé-ration, c'est que, *en vertu du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes*, les populations des territoires cédés à la Roumanie, à la Tchéco-Slovaquie et à la Serbo-Croato-Slovanie, se sont déjà prononcées pour leur séparation d'avec l'ancien Etat hongrois et leur réunion définitive aux Etats nationaux dont l'élément forme la grande majorité parmi elles.

C'est ainsi que, par les représentants de leurs organisations politiques et sous la conduite de leurs chefs autorisés, les Roumains de Bucovine par la Motion du Congrès général de Bucovine du 28 novembre 1918, les Rou-mains de Transylvanie, du Banat et des régions roumaines de la Hongrie dans la grande Assemblée nationale du 1<sup>er</sup> décembre 1918, tenue à Alba-Julia et les Roumains de Bessarabie par la Résolution du Conseil nation-al de Bessarabie du 10 décembre 1918, ont voté leur réunion avec le royaume de Roumanie (V. *Actes d'union des provinces de Bessarabie, de Bucovine, de Transylvanie, du Banat et des régions roumaines de la Hon-grie avec le Royaume de Roumanie*).

Les minorités ethniques des territoires cédés à la Roumanie, ont elles-mêmes adhéré aux actes d'union en votant par les représentants autorisés de leur vie politique, culturale et sociale, leur union au Royaume de Rou-manie.

Ces actes d'union avec la mère-patrie représente une unanimité absolue de sentiments et de volontés politiques.

velle carte d'Europe des Etats reconstitués sur le principe des nationalités, le peuple roumain nous apparaît comme consacrant ce même principe tel qu'il a été compris par l'école française et italienne ; car la Roumanie unie est la consolidation *d'une même nation majoritaire*, résistant à l'assimilation par ses forces psychiques et réalisant son unité par le libre consentement.

Vu : le Doyen,  
H. BERTHÉLEMY

Vu : le Président de la thèse,  
A. DE LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Académie de Paris.  
P. APPELL

## ANNEXES

### ACTES D'UNION

**des provinces de Bessarabie, Bucovine, Transylvanie  
Banat et des Régions roumaines de Hongrie  
avec le Royaume de Roumanie**

Traduction française d'après les originaux roumains, allemands et polonais

#### I

#### BESSARABIE

##### **I. — RÉSOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DE BESSARABIE DU 27 MARS-9 AVRIL 1918**

Au nom du peuple de BESSARABIE, le CONSEIL NATIONAL déclare :

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE MOLDAVE (BESSARABIE), dans ses limites d'entre le Pruth, le Dniéster, le Danube, la mer Noire et les anciennes frontières avec l'Autriche,

arrachée par la Russie, il y a plus de cent ans, au corps de la vieille Moldavie,

en raison du droit historique et du droit national,

sur la base du principe que les peuples seuls doivent décider de leur sort,

dorénavant et pour toujours,

**S'UNIT A SA MÈRE PATRIE, LA ROUMANIE.**

Cette union se fait sur les bases suivantes :

1. — Le Conseil National actuel est maintenu pour résoudre et réaliser la question de la réforme agraire d'après les besoins et les demandes du peuple : ses décisions seront reconnues par le Gouvernement roumain.

2. — La Bessarabie conserve l'autonomie provinciale : elle aura un Conseil National (Diète) élu dorénavant par suffrage universel, égal, direct et secret, avec un organe exécutif et une administration propre.

3. — La compétence du Conseil National s'étend :

a) Au vote des budgets locaux.

b) Au contrôle de tous les organes des zemstvos et des villes.

c) A la nomination de tous les fonctionnaires de l'administration locale par son organe exécutif; mais les hauts fonctionnaires sont confirmés par le Gouvernement.

4. — Le recrutement de l'armée se fera, en principe, sur des bases territoriales.

5. — Les lois en vigueur et l'organisation locale (assemblées provinciales et villes) sont maintenues, et ne pourront être changées par le Parlement roumain qu'après que les représentants de la Bessarabie prendront part à ses travaux.

6. — Respect des droits des minorités de Bessarabie.

7. — Deux représentants de la Bessarabie entreront dans le Conseil des ministres roumains. Ils seront, pour l'instant, désignés par le Conseil National actuel; dans l'avenir, ils seront pris dans le sein des représentants de la Bessarabie au Parlement roumain.

8. — La Bessarabie enverra au Parlement roumain un nombre de représentants proportionnel à sa population; ces représentants seront choisis sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret.

9. — Toutes les élections de Bessarabie pour les conseils de cantons (voloste), villages, villes, les assemblées provinciales et le Parlement, se feront sur la base du suffrage universel, égal, secret et direct.

10. — La liberté personnelle, la liberté de la presse, de la parole, la liberté religieuse, la liberté de réunion, et toutes les libertés publiques, seront garanties par la Constitution.

11. — Toutes les infractions aux lois commises pour des raisons politiques dans la période troublée de la dernière révolution sont amnistiées.

La Bessarabie se réunissant à la Roumanie comme une fille à sa mère, le Parlement roumain décidera la convocation sans délai d'une Constituante dans laquelle entreront proportionnellement à la population les représentants de la Bessarabie choisis par suffrage universel, égal, direct et secret, pour décider par un commun accord l'inscription dans la Constitution des principes et des garanties ci-dessus.

VIVE L'UNION DE LA BESSARABIE ET DE LA ROUMANIE partout et toujours!

*Le Président du Conseil national,*  
(ss) ION INCULETS

*Le Secrétaire du Conseil national,*  
(ss) I. BUZDUGAN

## II

### BESSARABIE

#### II. — RÉSOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DE BESSARABIE

DU 27 NOVEMBRE-10 DÉCEMBRE 1918

A la suite de l'union avec la Roumanie, leur mère patrie, de la Bucovine, de la Transylvanie, du Banat et des territoires de Hongrie habités par des Roumains, entre les frontières du Danube et de la Tissa, le CONSEIL NATIONAL déclare que la BESSARABIE renonce aux conditions d'union stipulées dans l'acte du 27 mars, étant certaine que, dans la Roumanie de tous les Roumains, le régime purement démocratique est assuré pour l'avenir.

Le CONSEIL NATIONAL, à la veille de la CONSTITUANTE ROUMAINE qui sera élue au suffrage universel et résoudra la question agraire d'après les besoins et les demandes du peuple, annule les autres conditions de l'acte d'union du 27 mars, et proclame L'UNION SANS CONDITIONS DE LA BESSARABIE AVEC LA ROUMANIE, SA MÈRE PATRIE.

*Le Président,*  
(ss) Pant. HALIPPA

*Le Secrétaire,*  
(ss) A. SCOBOLA

## III

### BUCOVINE

#### I. — MOTION DU CONGRÈS GÉNÉRAL DE BUCOVINE

15-28 novembre 1918

Le CONGRÈS GÉNÉRAL DE BUCOVINE assemblé aujourd'hui jeudi 15-28 novembre 1918, dans la salle du Synode de Cernautsi,

Considérant que depuis la fondation des principautés roumaines, la Bucovine, qui comprend les anciens territoires de Suceava et de Cernautsi, a toujours fait partie de la Moldavie qui s'est fixée autour d'elle comme Etat ;

Considérant que, à l'intérieur des limites de ce pays, se trouvent l'ancien siège princier de Sucevitsa, les tombeaux des princes de Radautsi, Putna et Sucevitsa, ainsi que beaucoup d'autres restes et souvenirs précieux du passé de la Moldavie ;

Considérant que les fils de ce pays, coude à coude avec leurs frères de Moldavie et sous la conduite des mêmes princes, ont défendu

au cours des siècles l'existence de leur race contre toutes les entreprises du dehors et contre l'invasion païenne ;

Considérant que, en 1774, par trahison, la Bucovine a été arrachée du corps de la Moldavie et réunie par la violence à la couronne des Habsbourg ;

Considérant que, pendant cent quarante-quatre années, le peuple de Bucovine a enduré les souffrances d'une domination étrangère qui ne tenait pas compte de ses droits nationaux, et qui, par des manœuvres détournées et des persécutions, cherchait à dénationaliser son âme et à exciter des inimitiés avec les autres nationalités avec lesquelles il veut vivre fraternellement ;

Considérant que, au cours de cent quarante-quatre années, le peuple de Bucovine a combattu en martyr sur tous les champs de bataille de l'Europe, sous un drapeau étranger, pour le maintien, la gloire et la grandeur de ses oppresseurs, et que, en récompense, il a dû souffrir la diminution de ses droits héréditaires, l'expulsion de sa langue de la vie politique, de l'école et même de l'église ; considérant que pendant le même temps, ce peuple autochtone a été empêché systématiquement d'utiliser les riches sources de revenus de ce pays, et a été dépouillé en grande partie de son vieil héritage.

Considérant que, malgré tout, le peuple de Bucovine n'a pas perdu l'espérance que l'heure du salut, attendue avec tant de désir et de souffrances, arriverait, et que l'héritage de ses ancêtres découpé par des frontières illégales, retrouverait son intégrité par la réannexion de la Bucovine à la Moldavie d'Etienne, et que ce peuple a sans cesse nourri l'espoir que le grand rêve de sa race se réalisera le jour où s'uniront tous les pays roumains entre Dniéster et Tissa en un seul Etat national unitaire ;

Constata que cette grande heure a sonné !

Aujourd'hui que, après les efforts et les sacrifices héroïques de la Roumanie et de ses puissants et nobles Alliés, se sont établis dans le monde les principes de droit et d'humanité pour tous les peuples, et que, à la suite de coups décisifs, la Monarchie austro-hongroise a été ébranlée dans ses fondements et s'est écroulée, et que tous les peuples qu'elle enchaînait en elle ont conquis le droit de libre disposition d'eux-mêmes, la première pensée de la Bucovine affranchie va au royaume de Roumanie auquel elle a toujours lié son espoir d'affranchissement.

En conséquence, nous, CONGRÈS GÉNÉRAL DE BUCOVINE, incarnant le pouvoir suprême du pays et étant seul investi du pouvoir législatif, au nom de la souveraineté nationale.

Décidons :

L'UNION INCONDITIONNÉE ET ÉTERNELLE DE LA BUCOVINE DANS SES ANCIENNES FRONTIÈRES, JUSQU' AUX CEREMUSH, COLACIN ET DNIÉSTER AVEC LE ROYAUME DE ROUMANIE.

\* \* \*

Le docteur Stanislas Kwiatkowski lit en langue polonaise la déclaration suivante au nom du CONSEIL NATIONAL DES POLONAIS DE BUCOVINE :

« Le peuple polonais remplissant sa mission historique en défendant le christianisme et la civilisation dans l'Europe orientale, a pendant des siècles entiers rempli des tombeaux innombrables de ses soldats les territoires situés au sud du Dniéster dans lesquels le peuple roumain était le maître ancien.

Nous, Polonais, qui vivons aujourd'hui en Bucovine, nous légitimons nos droits anciens de vivre dans ce pays par le sang versé dans ces lieux et par les ossements des cavaliers polonais répandus ici, et auxquels se sont ajoutés les nouveaux tombeaux des braves légionnaires tués dans les luttes sanglantes de la présente guerre.

Nous fondant sur ces droits, nous avons vécu ici les cent cinquante dernières années comme un élément pacifique de civilisation vivant en paix et concorde au milieu du peuple roumain qui, bien que souffrant beaucoup sous une domination étrangère prolongée, a montré une chaude cordialité pour le peuple polonais voisin, lorsque les martyrs de notre liberté ont cherché sur la rive droite du Dniéster une protection contre les bourreaux et contre les géoliers.

Dans le souvenir toujours vivace du peuple polonais vit l'année 1863, époque à laquelle le chevaleresque peuple roumain a ouvert hospitalièrement ses palais et ses maisons aux révolutionnaires polonais émigrés, qui avaient versé leur sang pour la liberté de leur peuple.

Nous, Polonais de Bucovine, avant-garde vers l'Orient du peuple polonais qui en ce moment rassemble sur ses épaules, frappées pendant cent cinquante années, la pourpre, déchirée en trois morceaux, de l'unité politique de toutes les terres polonaises entre la mer Baltique et le Dniéster, nous saluons chaleureusement le jour saint de la renaissance de la Roumanie unie.

Nous reconnaissons entièrement les droits imprescriptibles du peuple roumain sur les territoires du Sud du Dniéster en général, et spécialement sur la Bucovine.

Les Polonais de Bucovine qui dans ce pays ont donné la preuve de leur vitalité nationale, dans ce moment historique de l'union de la Bucovine avec sa glorieuse mère patrie, expriment la confiance inébranlable que le peuple roumain, tenant compte des déclarations

expresses du Gouvernement actuel, accordera à la minorité polonaise la liberté de croyance catholique, le libre usage de la langue polonaise dans l'église et dans l'école, le libre établissement et le libre exercice des professions, et enfin, une participation constitutionnelle réglée dans l'administration du pays. »

Le Congrès prend connaissance de la déclaration des Polonais avec le plus grand enthousiasme.

\* \* \*

Le Dr Aloïs LEBOUTON lit en langue allemande la déclaration suivante, au nom du CONSEIL NATIONAL DES ALLEMANDS DE BUCOVINE :

« En prévision de la réunion de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie, et avec une entière confiance dans le programme du Gouvernement développé par le Gouvernement provisoire du pays dans la séance du CONSEIL NATIONAL ROUMAIN du 13 novembre 1918 et approuvé par celui-ci à l'unanimité presque entière des voix, et d'où il résulte qu'il sera tenu compte des nécessités culturelles des peuples non roumains qui habitent dans le pays et que seul le principe du droit et de la justice décidera en toutes circonstances, le CONSEIL NATIONAL ALLEMAND, au nom des Allemands de Bucovine, se prononce pour LA RÉUNION DE LA BUCOVINE AU ROYAUME DE ROUMANIE. »

Le Congrès prend aussi connaissance de la déclaration des Allemands avec le plus grand enthousiasme.

. . .

Le Président du Congrès met aux voix la motion d'union qui est votée aux applaudissements sans fin du Congrès et de l'assistance.

Le Président constate que LA MOTION D'UNION EST APPROUVÉE A L'UNANIMITÉ DES VOIX.

Le Président clôt le Congrès à 1 heure de l'après-midi,

Approuvé :

*Le Président du Congrès,*

(ss) Dr. Iancu FLONDOR

*Le Directeur du Bureau présidial,*

(ss) George BANCESCU

*Le Secrétaire du Congrès,*

(ss) Dr. Radu SBIERA

IV

BUCOVINE

II. — ROYAUME DE ROUMANIE

DÉCRET N° 3745, SUR LE STATUT DE LA BUCOVINE

FERDINAND I<sup>er</sup>,

par la grâce de Dieu et la volonté de la Nation,

ROI DE ROUMANIE,

A tous, présents et à venir, salut !

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,  
n° 2212, 1918.

Vu l'union de la Bucovine avec le Royaume de Roumanie et considérant la nécessité de dispositions transitoires pour l'administration de la justice en Bucovine.

Nous avons décrété et décrétons :

ART. I. — Restent en vigueur en Bucovine les lois et ordonnances actuelles.

Les lois essentielles ne pourront être modifiées que par voie législative ; toutefois, les modifications rendues nécessaires du fait de l'union avec le Royaume de Roumanie pourront être réalisées par décrets-lois.

Les ordonnances en vigueur pourront être modifiées par le ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi, qui a aussi le droit de rendre des ordonnances relatives à l'administration de la Bucovine dans les limites des lois en vigueur.

ART. II. — Pour la Bucovine, entreront dans le Conseil des ministres deux ministres sans portefeuille.

ART. III. — Un de ces ministres, en qualité de délégué du Gouvernement pour l'administration de la Bucovine, aura sa résidence à Cernautsi, le second à Bucarest.

ART. IV. — Les décisions du Conseil des ministres relatives à la Bucovine seront prises avec avis du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi.

ART. V. — Pour les besoins de la Bucovine, en dehors des besoins des administrations réservées aux autorités centrales (art. VIII), sera établi un budget qui, après approbation par le Conseil des ministres, passera sous l'administration du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi.

ART. VI. — Auprès du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi sera nommé un secrétaire général qui, en cas d'empêchement ou d'absence du ministre, gèrera les affaires en son nom.

En l'absence du secrétaire général, le ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi pourra, pour le cas où il serait lui-même empêché ou absent temporairement, charger un autre fonctionnaire de la gestion des affaires ; s'il se produisait des empêchements ou des absences d'une durée supérieure à huit jours, la mission de gérer les affaires sera donnée, sur la proposition du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi, par le président du Conseil des ministres.

ART. VII. — Pour l'administration de la Bucovine, il est institué, sous la direction du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi-qui l'organisera, un service administratif comprenant les Secrétariats des services suivants :

- 1) Intérieur,
- 2) Justice,
- 3) Finances,
- 4) Instruction publique,
- 5) Cultes,
- 6) Travaux publics,
- 7) Industrie, commerce et questions sociales,
- 8) Agriculture, domaines et alimentation,
- 9) Hygiène publique.

A la tête de chacun des Secrétariats de service sera nommé un secrétaire-chef.

ART. VIII. — Les affaires étrangères, l'armée, la sûreté générale de l'Etat, les voies ferrées, la poste, le téléphone, le télégraphe, la circulation fiduciaire, les douanes et la dette publique en Bucovine, seront administrés par les administrations centrales compétentes de Bucarest.

Les premières nominations des fonctionnaires de la poste, du télégraphe, du téléphone et des voies ferrées, seront faites d'accord avec le ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi.

En ce qui concerne le service de la sûreté publique en Bucovine la gendarmerie et la police seront à la disposition du ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi.

Comme force militaire la gendarmerie reste sous les ordres du ministre de la Guerre ; pour la réorganisation de la gendarmerie en Bucovine, le recrutement des gendarmes, la nomination au grade d'officier et aux grades inférieurs seront faits d'accord avec le ministre délégué du Gouvernement à Cernautsi.

ART. IX. — Les publications officielles relatives à la Bucovine seront faites au *Moniteur officiel*.

ART. X. — Tous les fonctionnaires en Bucovine, en dehors de ceux prévus à l'article VIII, seront proposés par le ministre délégué du

Gouvernement à Cernautsi et nommés, selon leur grade, par décret royal ou décision ministérielle.

ART. XI. — Notre président du Conseil des ministres est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Bucarest, le 18 décembre 1918,

(ss) FERDINAND

*Le Président du Conseil des ministres,*

(ss) ION I. C. BRATIANU

V

TRANSYLVANIE, BANAT  
ET TERRITOIRES ROUMAINS DE HONGRIE

I. — RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE D'ALBA-JULIA

18 NOVEMBRE-1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1918

I. — L'ASSEMBLÉE NATIONALE de tous les Roumains de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, réunis, par leurs représentants autorisés, à Alba-Julia, le 18 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1918, décrète L'UNION DE CES ROUMAINS ET DE TOUS LES TERRITOIRES QU'ILS HABITENT AVEC LA ROUMANIE. L'Assemblée nationale proclame en particulier le droit inaliénable de la nation roumaine sur le Banat tout entier, tel qu'il est compris entre les cours du Mouresh, de la Tissa et du Danube.

II. — L'Assemblée nationale réserve, pour les territoires indiqués ci-dessus, une autonomie provisoire jusqu'à la réunion de la Constituante élue sur la base du suffrage universel.

III. — En conséquence, comme principes fondamentaux pour la constitution du nouvel État roumain, l'Assemblée nationale proclame :

1. Liberté nationale complète pour tous les peuples cohabitant avec les Roumains. Chaque peuple sera instruit, administré et jugé, dans sa propre langue, par des personnes prises dans son sein, et chaque peuple recevra le droit de représentation dans les corps législatifs et dans le gouvernement du pays, proportionnellement au nombre des individus qui le composent.

2. Égalité de droits et complète liberté confessionnelle autonome pour toutes les confessions de l'État.

3. Institution définitive d'un régime purement démocratique sur tous les terrains de la vie publique. Suffrage universel, direct, égal, secret, par commune, et par proportionnel, pour les deux sexes, à partir

de vingt et un ans, pour la représentation dans les communes, les départements ou le Parlement.

4. Liberté absolue de presse, d'association et de réunion ; liberté de propagande pour toutes les idées humaines.

5. Réforme agraire radicale. Il sera fait un recensement de toutes les propriétés, en particulier des grandes propriétés. D'après ce recensement, en annulant les fidéicommiss et sur la base du droit de diminuer suivant les besoins les grandes propriétés (latifundia), la possibilité sera donnée au paysan de se créer une propriété (propriété agricole, pâturages, forêts), au moins dans une telle mesure qu'il puisse la travailler lui et sa famille. Le principe directeur de cette politique agraire est d'une part le progrès du nivellement social, d'autre part l'accroissement de la production.

6. Les travailleurs industriels sont assurés des mêmes droits et avantages qui leur sont donnés par la loi dans les Etats industriels les plus avancés de l'Occident.

IV. — L'Assemblée nationale exprime le désir que le Congrès de la Paix crée la Société des Nations libres de telle manière que le droit et la liberté soient assurés pour toutes les nations, grandes et petites, également et que dans l'avenir la guerre disparaisse comme moyen de régler les rapports internationaux.

V. — Les Roumains réunis dans cette Assemblée nationale saluent leurs frères de Bucovine échappés au joug de la Monarchie austro-hongroise, et unis à leur mère patrie, la Roumanie.

VI. — L'Assemblée nationale salue avec amour et enthousiasme la libération des nations placées jusqu'ici sous le joug dans la Monarchie austro-hongroise : nations tchéco-slovaque, austro-allemande, yougo-slave, polonaise et ruthène, et décide que son salut sera porté à la connaissance de toutes ces nations.

VII. — L'Assemblée nationale s'incline respectueusement devant la mémoire des braves roumains, qui dans cette guerre ont versé leur sang pour la réalisation de notre idéal et sont morts pour la liberté et l'unité de la Nation roumaine.

VIII. — L'Assemblée nationale exprime sa satisfaction et son admiration à toutes les puissances alliées qui, par une lutte splendide menée opiniâtrement contre un adversaire préparé à la guerre depuis des dizaines d'années, ont arraché la civilisation aux griffes de la barbarie.

IX. — Pour la direction ultérieure des affaires de la Nation roumaine de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, l'Assemblée nationale décide l'institution d'un grand Conseil national roumain, qui aura toute autorité pour représenter la Nation roumaine en toutes circonstances et partout, devant toutes les nations du monde, et pour

prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de la Nation.

(ss) Dr. Stefan C. Pop,

*Vice-président de l'Assemblée nationale*

(ss) Dr. Laurensin Oanea,

*Secrétaire de l'Assemblée nationale*

## VI

### TRANSYLVANIE, BANAT ET TERRITOIRES ROUMAINS DE HONGRIE

#### II. — ROYAUME DE ROUMANIE

DÉCRET N° 3632, SUR L'ADMINISTRATION DE LA TRANSYLVANIE, ETC.

11-24 DÉCEMBRE 1918

FERDINAND I<sup>er</sup>,

par la grâce de Dieu et la volonté de la Nation,

ROI DE ROUMANIE,

A tous, présents et à venir, salut.

Vu le décret-loi n° 3631, du 11 décembre courant,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. I. — Provisoirement et jusqu'à l'organisation définitive de la Roumanie complétée, nous chargeons de la direction des services publics des territoires prévus au décret-loi n° 3631 le Conseil directeur de l'Assemblée nationale d'Alba-Julia, du 18 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1918.

ART. II. — Demeureront toutefois administrés par le Gouvernement Royal les affaires étrangères, l'armée, les chemins de fer, les postes, les télégraphes, les téléphones, la circulation fiduciaire, les douanes, la dette publique et la sûreté générale de l'Etat.

ART. III. — Les territoires unis au royaume de Roumanie par la décision de l'Assemblée nationale d'Alba-Julia du 18 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1918 seront représentés dans le Gouvernement par des ministres sans portefeuille.

ART. IV. — Pour les travaux concernant ces territoires seront nommés, par décret royal, auprès des départements ministériels, sur la proposition des ministres sans portefeuille, des conseillers spéciaux.

ART. V. — Le Conseil directeur a tout d'abord la mission de nous présenter, dans le plus bref délai, pour les territoires sur lesquels s'étend son administration, le projet de réforme électorale sur la base du suffrage universel et le projet de réforme agraire.

ART. V I. — Notre président du Conseil des ministres est chargé de l'exécution du présent décret-loi.

Fait à Bucarest, le 11 décembre 1918

(ss) FERDINAND

*Le Président du Conseil des ministres,*

(ss) ION I. C. BRATIANU

## VII

### TRANSYLVANIE, BANAT ET TERRITOIRES DE HONGRIE

#### III. — PROCLAMATION DU CONSEIL NATIONAL GERMANO-SAXON POUR LA TRANSYLVANIE

*Sibiu, le 9 janvier 1919.*

Au très honoré Conseil national roumain,  
à Sibiu.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES SAXONS DE TRANSYLVANIE réunie à Mediasch, le 8 janvier 1919, a décidé à l'unanimité l'UNION DU PEUPLE SAXON AVEC LE ROYAUME DE ROUMANIE. Le Conseil national germano-saxon pour la Transylvanie a l'honneur de communiquer, au très honoré Conseil central roumain, le texte de la proclamation adressée à notre peuple.

#### A NOTRE PEUPLE !

Le Comité central saxon augmenté, uni au Conseil national germano-saxon pour la Transylvanie, comme représentation autorisée du peuple saxon de Transylvanie, a pris, à Mediasch, le 8 janvier 1919, à l'unanimité, la résolution suivante :

Les événements mondiaux ont créé pour le territoire où le peuple saxon de Transylvanie a établi son foyer depuis près de huit cents ans, une situation nouvelle. Le roi Ferdinand de Roumanie, par son décret du 27 décembre 1918, a proclamé la domination roumaine sur ce territoire. Le peuple le plus nombreux de Transylvanie et des parties limitrophes de la Hongrie a décrété, dans l'Assemblée nationale d'Alba-Julia, son union avec la Roumanie. Par l'union avec la Roumanie de la Transylvanie et des parties de la Hongrie habitées par des Roumains sera créée une unité territoriale commune, fondée sur des bases ethnographiques. •

En présence de ces faits, et avec la conviction que c'est là un événement mondial, le peuple saxon de Transylvanie, se fondant sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, proclame son union avec le royaume de Roumanie et transmet au peuple roumain

son salut fraternel et ses souhaits cordiaux pour la réalisation complète de son idéal national.

Par là, le peuple Saxon de Transylvanie ne tient pas compte seulement de l'évolution historique, mais aussi des droits essentiels du peuple roumain à s'unir et former un Etat unique, et déclare qu'il s'attend avec confiance à ce que le peuple roumain et l'Etat roumain, à la disposition desquels le peuple saxon met ses vertus héréditaires, soient animés à son égard des plus hauts sentiments d'équité. Le peuple saxon qui pendant des siècles, a une administration constitutionnelle autonome dont il a été privé illégalement et en contradiction avec des assurances solennelles et légales, s'attend en outre à ce que jamais à l'avenir, il ne soit empêché d'affirmer et de développer la conscience de son unité politique et nationale, et que le nouvel Etat lui offre et lui accorde volontiers dans l'avenir tout ce qu'il considère comme indispensable pour son existence.

Il voit une garantie pour cela dans les décisions de l'Assemblée nationale roumaine d'Alba-Julia, où il est dit que chaque peuple sera dirigé, instruit, administré dans sa langue et par ses nationaux, et sera représenté proportionnellement tant dans les assemblées législatives que dans le Gouvernement, qu'on lui garantira l'autonomie ecclésiastique et scolaire, et surtout le respect, juste et bienveillant, de tous les droits nationaux, politiques, économiques et cultureux, de tous les peuples, et par conséquent aussi du peuple saxon.

Le peuple saxon approuve en outre la décision de l'Assemblée nationale d'Alba-Julia, d'après laquelle, au Congrès de la Paix, il faudra assurer le droit et la liberté également pour les petites nations comme pour les grandes, et il voit dans cette décision une garantie durable pour la paix des peuples.

Il espère et il désire que les autres représentants du peuple allemand dans le nouvel Etat s'associent à son initiative, et il déclare qu'il s'attend à ce que les droits des autres Allemands aussi soient reconnus, ainsi que l'unité ethnique de tous les Allemands dans le nouvel Etat.

Pleinement conscient de l'importance de sa résolution, le peuple saxon se considère dorénavant comme une partie de l'Etat roumain; il considère ses fils et ses filles comme des citoyens de cet Etat.

Il prie Dieu de mener à bien et de bénir l'initiative pleine de responsabilités qu'il s'est senti obligé de prendre.

*A Mediasch, le 8 janvier 1919.*

(ss) L'assemblée nationale saxonne.

Le Conseil national germano-saxon  
pour la Transylvanie,

Dr. SCHULLERUS m. p., *Président.*

Dr. HANS OTTO ROTH m. p., *Secrétaire.*



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                            | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| BIBLIOGRAPHIE. . . . .                                                                                                                     | 7     |
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                                                      | 9     |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le principe des nationalités</i> . . . . .                                                                          | 12    |
| § 1. — Le critérium de la nationalité et les théories . . . . .                                                                            | 12    |
| § 2. — Le développement historique du principe des nationalités. . . . .                                                                   | 19    |
| CHAPITRE II. — <i>Aperçu sur l'histoire de la nation roumaine</i> . . . . .                                                                | 27    |
| § 1. — L'origine du peuple roumain . . . . .                                                                                               | 27    |
| § 2. — La fondation des principautés roumaines . . . . .                                                                                   | 29    |
| § 3. — Les luttes pour l'unité nationale . . . . .                                                                                         | 31    |
| § 4. — Le réveil de la conscience nationale . . . . .                                                                                      | 32    |
| § 5. — L'autonomie et l'union des principautés roumaines . . . . .                                                                         | 34    |
| § 6. — La Roumanie moderne. . . . .                                                                                                        | 35    |
| CHAPITRE III. — <i>Politique traditionnelle des Roumains ; la nécessité de leur unité ; l'intervention dans la grande guerre</i> . . . . . | 37    |
| § 1. — L'origine commune des aspirations nationales. . . . .                                                                               | 37    |
| § 2. — L'affinité de sentiments avec la France et l'Italie . . . . .                                                                       | 38    |
| § 3. — L'unité politique ; le problème vital de la nation roumaine. . . . .                                                                | 40    |
| § 4. — L'intervention de la Roumanie dans la guerre mondiale. . . . .                                                                      | 43    |
| CHAPITRE IV. — <i>Les revendications roumaines ; droits historiques et ethniques sur les provinces roumaines</i> . . . . .                 | 51    |
| § 1. — <i>La Transylvanie</i> . . . . .                                                                                                    | 52    |
| I. — Aperçu géographique et ethnographique . . . . .                                                                                       | 52    |
| II. — Les droits historiques. . . . .                                                                                                      | 53    |
| § 2. — <i>Le Banat de Temehvar</i> . . . . .                                                                                               | 59    |
| § 3. — <i>La Bukovine</i> . . . . .                                                                                                        | 64    |
| I. — Droits historiques . . . . .                                                                                                          | 64    |
| § 4. — <i>La Bessarabie</i> . . . . .                                                                                                      | 66    |
| I. — Droits historiques. . . . .                                                                                                           | 66    |
| II. — Politique de russification . . . . .                                                                                                 | 67    |
| III. — Renaissance de la nation roumaine. . . . .                                                                                          | 68    |
| § 5. — <i>La Dobrodja</i> . . . . .                                                                                                        | 70    |
| I. — Faits historiques. . . . .                                                                                                            | 70    |
| II. — Situation ethnographique et économique. . . . .                                                                                      | 73    |

|                                                                                                                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 6. — <i>Les Macédo-Roumains</i> . . . . .                                                                                                                                              | 75 |
| CHAPITRE V. — <i>Quelques problèmes de la Roumanie contemporaine.</i>                                                                                                                    | 79 |
| CONCLUSION. . . . .                                                                                                                                                                      | 84 |
| ANNEXES : Actes d'Union des provinces de <i>Bessarabie, Bucovine,</i><br><i>Transylvanie, Banat et des régions roumaines de Hongrie</i><br><i>avec le Royaume de Roumanie.</i> . . . . . | 87 |

---

Imprimerie H. Jouve & Cie, 13, rue Racine, Paris. — 5830-23

---





